

DOMINATION de classe

2.144.000 Belges, soit près d'un Belge sur cinq (18,7%), courent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. C'est ce qui ressort du rapport 2022 de Statbel¹, l'office national de statistiques, sur les revenus et les conditions de vie des Belges. Ce chiffre est en constante augmentation chaque année. 13,2% des Belges vivent dans un ménage dont le revenu total disponible est inférieur au seuil de pauvreté. Plus d'un Belge sur 20 (5,8%) souffre de privation matérielle et sociale sévère².

Pourtant, d'après le « Global Wealth Report » 2023, les Belges seraient les plus riches du monde³. C'est en effet le pays où, en 2023, la richesse (le patrimoine) médiane est la plus élevée. Mettre ces deux faits en parallèle permet de se faire une idée de l'inégalité qui structure notre société. Et la Belgique est loin d'être le pays le plus inégalitaire au monde.

Les pratiques fiscales mises en place par les États sont l'une des principales causes de la pauvreté.

La Belgique n'échappe pas à la règle. Dans notre pays comme dans de nombreuses économies avancées, le taux d'impôt sur le revenu du capital (c'est-à-dire les revenus provenant des placements financiers comme les comptes bancaires, les actions, les obligations⁴) a baissé en moyenne de 40 % entre 1981 et 2017. À cette baisse, s'ajoute la fraude fiscale et l'évasion fiscale qui représentent une perte de 30 milliards d'euros chaque année pour l'État belge, qui se refuse à les récupérer.

Cette situation est le résultat de décisions politiques, qui suivent la même logique depuis plusieurs décennies, sous le motif constamment répété que taxer davantage les riches ferait fuir les capitaux et ralentirait la croissance économique, et donc la création d'emplois. Un motif trompeur.

Comment donc analyser cette politique qui produit de la pauvreté et qui favorise les grandes richesses ? Un détour par les notions de domination et de classes sociales s'avère instructif.

To be or not to be une classe

De manière très générale, la notion de classe sociale désigne un groupe social très large de personnes qui partagent des intérêts communs. Ce groupe est analysé dans ses rapports hiérarchiques avec d'autres classes subalternes ou supérieures.

S'il est loin d'être le premier à l'avoir utilisée, le philosophe Karl Marx a popularisé l'analyse de la société au travers de sa constitution en classes sociales. Depuis Marx, en effet, on considère que les classes se définissent en fonction de leur position dans les *rapports de production*⁵. En résumé, Marx estimait qu'il y avait deux classes déterminantes : la classe qui détient les moyens de production (le « capital », la bourgeoisie, qui conçoit, coordonne et organise le travail) et la classe qui met sa force de travail au service du capital (le « travail », le prolétariat). Le projet politique de Marx étant que tous les prolétaires se reconnaissent mutuellement comme appartenant à la même classe sociale, en vue d'organiser la lutte contre la bourgeoisie (bien consciente, elle, de son appartenance de classe⁶) et construire une société sans classe.

Ces dernières décennies, l'analyse de la société en classes ne cesse d'être déclarée dépassée, surtout vue l'augmentation importante de la « classe moyenne » (salariés, petits entrepreneurs, etc) qui ne participe pas directement aux rapports de production.

La « lutte des classes », elle, est parfois encore avancée lors de l'exacerbation d'un conflit social. Mais jamais pour qualifier les agissements des classes supérieures.

On ne parle en effet jamais de « lutte des classes » pour caractériser les manières dont le travail est encadré au quotidien (flexibilisation, précarisation du travail, augmentation massive des « travailleur-euse-s pauvres », etc) ou encore les législations sur le chômage ou sur l'assistance sociale. Ce faisant, c'est l'invisibilisation de la classe dominante et de sa violence qui se joue. Comme le disait le milliardaire étatsunien Warren Buffet : « Il y a une lutte des classes, bien sûr, mais c'est ma classe, celle des riches, qui fait la guerre. Et nous gagnons ».

L'invisibilisation des classes sociales sert les intérêts des classes supérieures. En effet, l'effacement des classes sociales et de l'opposition de leurs intérêts respectifs permet d'assurer la collaboration des classes populaires au régime capitaliste puisque la production de richesses économiques est intrinsèquement liée à la mobilisation constante de forces de travail.

Dans cet objectif, « la capacité des dominant-e-s⁷ à se faire obéir des dominé-e-s ou à les faire agir conformément à leurs intérêts s'explique non seulement par les contraintes directes de la sanction sur le lieu de travail (licenciement, amendes, retenues sur salaire, etc) et de la répression (par l'intermédiaire de la violence d'État contre les résistances à la domination), que tout autant par les contraintes indirectes qui rendent la sanction et la répression inutiles. [...] Elle peut passer, comme c'est aujourd'hui souvent le cas, par la capacité d'imposer des pratiques sociales au travers de la manipulation et du contrôle de codes culturels »⁸. Ces codes culturels renvoient à des idées centrales dans nos économies capitalistes telles que l'égalité des chances, le mérite, la responsabilité personnelle et la responsabilisation, inculquées dès l'école. Ils permettent d'opérer un transfert vers l'individu de la responsabilité de sa situation précaire, associé à la croyance qu'il est toujours possible de « faire quelque chose » de sa vie, pourvu qu'on en ait envie. Un mensonge.

BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?



Retrouvez ici la bibliographie et les notes, mais également des rouages complémentaires participant à cette domination.

FAUT-IL PARLER DE CLASSE MOYENNE ?

Pour beaucoup, l'analyse de la société d'un point de vue des classes sociales est dépassée. L'évolution la plus importante en cause est la croissance considérable de la couche des salarié-e-s depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, qu'on ne peut assimiler ni à la classe des travailleur-euse-s ni aux classes populaires (une bonne partie de la classe moyenne ne participant en outre pas directement aux rapports de production sur base desquels sont étudiées les classes sociales).

On colle pourtant à cette nouvelle couche sociale, le nom de classe. Est-ce donc judicieux de l'appeler « moyenne » ? Un terme qui souligne effectivement la position « moyenne » de ses membres, entre la bourgeoisie et les classes populaires. Mais un terme très imprécis et qui renvoie à des groupes sociaux très différents.

Le sociologue Alain Bihr propose d'analyser les rapports de classes non plus seulement à partir des rapports de production mais à partir du processus global de reproduction du capital. Il propose de « déplacer le centre de gravité de l'analyse de la structure de classes des rapports d'exploitation vers les rapports de domination à travers lesquels les premiers parviennent à se produire et à se reproduire. Sur cette base, les « couches moyennes salariées » se définissent comme l'ensemble des agents subalternes de la reproduction du capital, ou encore comme l'ensemble des agents dominés de la domination capitaliste. »

C'est ainsi qu'Alain Bihr considère que dans la division sociale du travail, les couches moyennes salariées remplissent des fonctions d'« encadrement », et propose donc de qualifier cette classe comme celle de « l'encadrement capitaliste ». Ses membres exercent essentiellement des tâches de gestion et de contrôle dans différents champs de la société : « ce sont elles qui conçoivent, contrôlent, inculquent, légitiment les différents rapports de domination par l'intermédiaire desquels se reproduit le capital. Et ce, aussi bien dans les appareils d'État et dans la société civile que dans les entreprises »⁹.

L'INÉGALITÉ NUIT À LA SANTÉ

On perçoit très rapidement que l'inégalité a des effets négatifs sur la santé des plus précaires. Ce qu'on perçoit de manière moins évidente par contre, c'est que rendre notre société plus égalitaire aurait également des effets positifs sur la santé des plus aisé-e-s. C'est en effet ce qu'ont démontré deux épidémiologistes, Richard Wilkinson et Kate Pickett¹⁰. Sur base d'études épidémiologiques, les deux auteur-ice-s démontrent que les problèmes sanitaires directement engendrés par l'inégalité sont fondamentalement causés par le stress lié aux différences de statut social. Un stress que l'on peut ressentir dans toutes les catégories sociales mais qui s'accroît évidemment à mesure que l'on descend dans la hiérarchie.

Être inquiet-ète de sa position sociale et du regard des autres est inhérent à l'être humain. Des centaines de recherches en psychologie rappellent que les tâches qui sont les plus propres à faire monter le niveau de cortisol (une hormone centrale dans la production du stress) sont celles qui incluent une menace d'évaluation sociale et dans lesquelles les autres ont la possibilité de juger négativement vos performances.

Cette anxiété de l'évaluation sociale est exacerbée dans nos économies de marché, où on ne cherche plus à dissimuler la centralité de l'argent dans le jugement que nous portons les un-e-s sur les autres. Les marqueurs les plus évidents du statut social sont aujourd'hui matériels : le logement, la voiture, les vêtements, les gadgets électroniques, l'endroit où l'on part en vacances, etc. Plus ces biens paraissent coûteux, mieux ils remplissent leur fonction.

Voilà pourquoi, d'après Wilkinson et Pickett, les taux de maladie mentale sont supérieurs dans les pays où règnent des écarts de revenus plus marqués. De même que pour quantité d'autres problèmes sanitaires et sociaux, celles et ceux du « bas » de l'échelle sont plus touchés que les personnes du « haut », mais toutes les catégories sociales sont touchées. Ainsi, les auteurs signalent que si les individus du bas de l'échelle sont trente-cinq fois plus susceptibles de devenir dépressifs que leurs homologues du sommet, les individus du deuxième groupe le plus riche ont également significativement plus de risques de souffrir de dépression que ceux du groupe le plus riche.

LE MÉRITE ? UNE FICTION INCULQUÉE DÈS L'ÉCOLE

Comme l'a dit le philosophe John Rawls, « nul ne mérite sa place dans la répartition des atouts naturels, pas plus qu'il ne mérite sa place de départ dans la société » (Rawls, 1971 :349). Tout est lié au hasard de la naissance. Personne ne naît avec les mêmes chances et les mêmes opportunités (en termes de facultés individuelles et de conditions matérielles d'existence). L'école, loin de gommer les inégalités, les reproduit.

Le mérite, qui occupe une place centrale dans la légitimation des inégalités, est une fiction tenace. Elle a été déconstruite sociologiquement. Voici par exemple ce qu'en dit le sociologue François Dubet en prenant l'exemple de l'école¹¹ : « Les élèves sont placés au cœur d'une contradiction fondamentale : iels sont tous considérés comme fondamentalement égaux tout en étant engagés dans une série d'épreuves dont la finalité est de les rendre inégaux. Alors, comment rester l'égal de tous, tout en ayant des performances et des résultats inégaux ? Pour sortir de cette impasse qui est la contradiction fondamentale des sociétés démocratiques libérales, il faut inventer une fiction crédible faisant de l'inégale performance des élèves le produit de leur mérite conçu comme la manifestation de leur liberté et donc de leur égalité. En effet, si les acteurs s'expliquaient leurs inégalités de performances par leur naissance et par leurs talents naturels, le principe d'égalité présidant à la compétition scolaire serait invalidé et la méritocratie deviendrait une farce. La fiction la plus efficace et la plus banale consiste à faire comme si les résultats scolaires des élèves étaient la conséquence directe de leur travail, de leur courage, de leur attention, bref de tout ce qu'ils engagent librement dans leur travail scolaire. »

CAPITAL CULTUREL, CAPITAL SOCIAL, CAPITAL ÉCONOMIQUE¹²

Selon Pierre Bourdieu, dans les sociétés les plus développées, deux principes (parmi d'autres) permettent de répartir des groupes en fonction de leur position dans la hiérarchie sociale : le capital économique et le capital culturel. Ces deux principes s'attachent à des propriétés socialement déterminantes et permettent de rassembler des agents aussi semblables que possible (et donc aussi différents que possible des membres des autres classes).

Le capital économique est l'ensemble des possessions monétaires et matérielles d'un individu.

Pierre Bourdieu présente le capital culturel comme un instrument de pouvoir (par définition, tout capital donne du pouvoir) sous forme d'un ensemble de qualifications intellectuelles produites par l'environnement familial et le système scolaire. C'est un capital parce qu'on peut l'accumuler au cours du temps et, dans une certaine mesure, le transmettre à ses enfants. L'assimilation de ce capital à chaque génération étant une condition de la reproduction sociale.

Le capital culturel se subdivise en trois formes distinctes :

PIIS AND LOVE ?

Jusqu'en février 2004, CPAS voulait dire « Centre public d'Aide sociale ». Avec la modification de la loi organique sur les CPAS, ceux-ci deviennent les « Centres publics d'Action sociale ». À l'image du très concret « Minimax » (le revenu « minimum de moyens d'existence ») qui devient le « revenu d'intégration sociale » (RIS) en 2002. Avec lequel, bien sûr, il reste concrètement difficile de s'intégrer...

Ce changement de nom est révélateur de la philosophie qui a accompagné l'instauration de l'État social actif dans les années 1990, où il ne fallait plus « aider » les gens de manière « passive », mais mettre en place des politiques « d'activation » (mise à l'emploi, formations, etc), dont on a observé la montée en puissance depuis lors. L'aide sociale n'est plus une obligation, mais devient un droit sous conditions. Le droit à l'assistance disparaît.

Dans la même philosophie, la ministre de l'Intégration sociale Laurette Onkelinx lançait en 1993 le « Programme d'urgence pour une société plus solidaire ». L'un des éléments-clés de ce programme était l'introduction du PIIS, le « Projet Individualisé d'Intégration Sociale ».

Celui-ci est un contrat passé entre un-e demandeur-euse d'aide et son CPAS, avec l'idée que le RIS (ou d'autres types d'aide sociale) serve de levier pour « activer » le/la demandeur-euse. Depuis lors, l'attribution et la conservation du RIS peuvent être liées à un PIIS.

Le PIIS fixe les objectifs d'intégration sociale et/ou professionnelle, ainsi que les étapes qui doivent y mener (inscription à des formations, preuves de recherche d'un emploi, inscription auprès d'un-e médiateur-ice de dettes, mise à l'emploi via l'article 60, etc). Si le/la demandeur-euse ne respecte pas les accords repris dans le PIIS, la loi prévoit la possibilité pour les CPAS d'imposer une sanction. Celle-ci consiste en une suspension complète ou partielle du versement du RIS pour une période d'un mois maximum. En cas de répétition dans l'année, le versement du RIS peut être suspendu pendant une période de 3 mois !

Depuis le 1^{er} novembre 2016, la conclusion d'un PIIS est obligatoire lorsqu'un revenu d'intégration est demandé au CPAS. Rappelons tout de même que l'article 1 de la loi sur les CPAS n'a pas changé. Il souligne que « Toute personne a droit à l'aide sociale. Celle-ci a pour but de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine ».

OUVRIR DES POSSIBLES

En octobre 2022, la Banque mondiale annonçait que les inégalités connaissent leur plus forte augmentation et constatait que la lutte contre la pauvreté dans le monde avait connu son plus grand recul depuis la Seconde Guerre mondiale¹³. Parallèlement, Oxfam International nous apprend que les 1 % les plus riches ont capté près des deux tiers de toutes les nouvelles richesses, soit près de deux fois plus que les 99 autres pourcents constituant la population mondiale¹⁴.

Une richesse qui ne permet même pas d'améliorer, via les impôts, la vie des populations à l'intérieur des États. En effet, pour chaque dollar collecté en impôts dans le monde, seulement quatre cents (0,04\$) proviennent d'impôts sur le patrimoine des plus riches. Pourtant, un impôt taxant jusqu'à 5 % de la fortune des multimillionnaires et des milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1 700

milliards de dollars par an, soit une somme suffisante pour sortir 2 milliards de personnes de la pauvreté et financer un plan mondial d'éradication de la faim.

On le pressent à la lecture de cette fiche : l'inégalité est le cadre de la violence. Une violence d'abord systémique. Profonde et englobante. Matrice des frustrations et des ressentiments. Matrice de la peur, également.

La sécurité est donc une affaire d'égalité. Et donc de dignité humaine. C'est pourquoi on observe une montée en force, ces dernières décennies, du concept de sécurité humaine. La vraie sécurité, en effet, n'est pas armée. Elle se recherche sur base du postulat rappelé par les Nations Unies que « toutes les personnes ont le droit de vivre à l'abri de la peur et du besoin et doivent avoir la possibilité de jouir de tous leurs droits et de développer pleinement leurs potentialités dans des conditions d'égalité ».

Logiques de dominations

Dominations logiques ?

La CNAPD est une organisation du mouvement de la paix belge. Son équipe et ses associations membres maintiennent une réflexion constante sur la paix et les conditions de sa réalisation.

Or nous constatons que les conflits sont réglés par la violence dans la majorité des cas, aussi bien dans le cadre de nos relations interpersonnelles, où nous avons tendance à vouloir établir des rapports de domination et régler nos différends par la force plutôt que par la négociation, le dialogue ou la coopération, que dans le cadre des relations internationales, où les interventions militaires sont le plus souvent privilégiées comme outil de résolution des conflits, au détriment des moyens diplomatiques.

Si les violences physiques sont relativement faciles à objectiver par rapport aux violences structurelles ou symboliques et sont par conséquent fréquemment analysées et discutées, il nous est apparu que ces dernières, les violences structurelles et symboliques, imputables aux logiques de domination, étaient en revanche largement absentes des considérations pacifistes.

D'où cet outil, « Logiques de domination », dont l'objectif est de mettre en lumière les dominations sociologiques et les violences qu'elles engendrent en tant qu'obstacles au développement d'une culture de paix durable dans nos sociétés.

En vous souhaitant une lecture enrichissante,

L'équipe de la CNAPD

DOMINATION DE CLASSE

DOMINATION PATRIARCALE

DOMINATION PAR LA RACE

DOMINATION DU NÉO-LIBÉRALISME

DOMINATIONS & SÉCURITÉ

DOMINATION SUR L'ENVIRONNEMENT

PERFECTUS ?



Ce jeu de société vous embarque pour un voyage au cœur des rouages de la domination. Une aventure spatiale pour réinventer nos sociétés. Initiateur de réflexions et débats, « Bienvenue sur Perfectus » questionne les dynamiques qui génèrent violences et inégalités. L'objectif ? Élaborer ensemble une réflexion critique sur d'autres manières de faire société, de créer du lien et de construire ensemble une culture de paix.

DOMINATION patriarcale

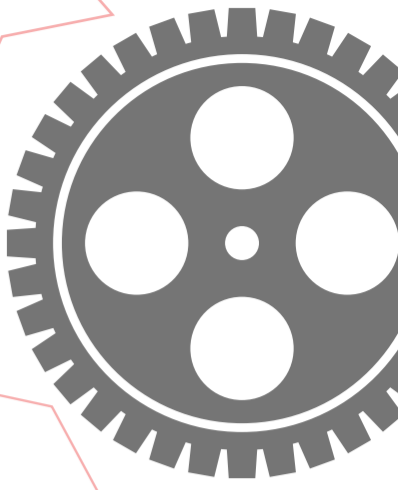
En 2021, en Belgique, les femmes gagnaient 5% de moins que les hommes¹. Dans un couple hétérosexuel, les femmes consacrent en moyenne 2 fois plus de temps aux tâches ménagères que leurs compagnons². En janvier 2023, on décompte seulement 26,5% de femmes parlementaires dans le monde, 11,3% des pays ont une femme cheffe d'État et 9,8% de pays ont une femme à la tête du gouvernement³. Toutes les femmes belges subissent le harcèlement de rue, un enfer quotidien pour les citadines. En 2021, environ 45 000 femmes et filles dans le monde ont été tuées par leur conjoint ou des membres de leur famille. Plus de 5 femmes tuées toutes les heures. 45 000 féminicides⁴.

Ces quelques chiffres sont la cause, la conséquence et un révélateur imparfait de la domination patriarcale qui continue à largement structurer nos sociétés, et, par la même, nos représentations du monde et la manière dont nous construisons nos rapports aux autres. Un patriarcat qui peut être défini comme « la manifestation et l'institution de la domination masculine sur les femmes et les enfants dans la famille et l'extension de cette domination sur les femmes dans la société en général »⁵. Le masculin y est le supérieur et l'universel. Mais pas n'importe quelle masculinité ! Celle, stéréotypée et virile, dont l'archétype serait la figure de l'homme blanc, cisgenre, hétérosexuel, riche et valide.

Cette domination justifierait l'appropriation du corps des femmes, des enfants, et l'emprise sur l'ensemble du vivant. Une domination qui construit sa légitimité au travers d'un ensemble de pratiques visant à naturaliser des constructions sociales érigées en normes et d'une exclusion violente de ceux et des conceptions qui n'entreraient pas dans ses cages. Le patriarcat, fondé sur une matrice binaire qui délégitime tout ce qui est associé au féminin, se maintient ainsi grâce à ce que l'historienne Christelle Taraud appelle le *continuum féminicide* qui « articule, de la naissance à la mort, toutes les violences faites aux femmes, prenant des formes plus ou moins subtiles et variant selon les sociétés. On peut citer entre autres les traitements différenciés dans les langues – « le masculin l'emporte sur le féminin » –, dans l'éducation, dans les systèmes politiques et religieux, les discriminations économiques, l'humour sexiste, le harcèlement sexuel dans les espaces publics, les insultes, les coups, les mutilations corporelles et sexuelles, les mariages précoces ou forcés, les maternités obligatoires, les avortements et stérilisations forcées, les foeticides et infanticides au féminin, la contrainte à l'hétérosexualité et la lesbophobie, l'esclavage sexuel, les abus et crimes sexuels, les viols, les assassinats... »⁶

« EPILE-TOI, LIPOSUCE-TOI ET SOURIS ! »

L'univers médiatique participe à perpétuer certaines visions du monde autant qu'il participe à le transformer. Ainsi, la publicité, le cinéma, les jeux vidéo, les bandes dessinées correspondent et entretiennent les règles du système patriarcal. Un univers codifié et organisé pour répondre aux supposées attentes de l'homme blanc hétérosexuel, souvent afin de faire vendre. Dans cet univers, les femmes sont fréquemment présentées de manière hypersexualisée ou « découpée » pour en présenter les parties les plus « intéressantes ». Au cinéma, elles sont cantonnées dans de seconds rôles, où elles n'ont parfois ni nom, ni répliques, réduites à de simples « cautions nichons ». Dans la publicité, les femmes nues aux corps « parfaits » font vendre aussi bien des savons douches et du parfum que des voitures et de la mousse à raser. Cette hypersexualisation de la femme la réduit à un simple corps sans cerveau, un objet de désir qui suscite l'envie de possession. Pour les femmes, ce sont des injonctions permanentes. Être belle selon les canons de beauté en vigueur, donc blanche, grande, mince et sans handicap. Des injonctions qui conduisent les femmes à se sentir constamment observées, même quand elles sont seules, et qui affectent leur confiance en elles et leurs capacités intellectuelles. Dans cet univers, les hommes, bien que placés en situation de supériorité, ne sont pas non plus épargnés. Eux aussi subissent les diktats d'une certaine idée de la masculinité martelée à travers des représentations de héros invulnérables qui ne s'encombrent guère de sentiments. Ces images exercent également une influence sur l'idée que les hommes se font de leur corps et de leur rôle en société.



POUR ÊTRE UN HOMME, IL FAUT AVOIR DES COUILLES !

La vision binaire des sexes et du genre reposerait sur une vérité scientifique indiscutable : « Biologiquement, il y a bien deux sexes différents et clairement séparés, les hommes et les femmes. » La certitude scientifique qu'hommes et femmes sont deux catégories biologiquement distinctes repose pourtant sur la norme sociale qui la précède d'une vision binaire du genre, norme qui traverse également les chercheuses à l'origine de ces découvertes et de leur interprétation. A partir de la fin du 19^{ème} siècle et des débuts de l'endocrinologie (la science de la médecine qui étudie les hormones), cette norme sociale de deux sexes distincts a eu des influences considérables sur la manière dont les chercheuses ont interprété leurs découvertes. Aux origines, les hormones ont été catégorisées comme mâles ou femelles selon si elles étaient sécrétées par des organes « mâles » ou « femelles ». Plus tard, la découverte de certains effets « féminisants » des hormones mâles et inversement, des effets « masculinisants » de certaines hormones femelles commence à jeter le trouble sur ces visions simplistes. De même que la découverte du fait que, quel que soit son sexe, tout individu secrète une quantité d'hormones du sexe opposé⁷. Les biologistes, dans leur grande majorité, continueront cependant d'interpréter ces découvertes en se basant sur le modèle binaire des sexes et en disqualifiant les états intersexués comme pathologiques. On estime pourtant la population intersexuée à 1,7% des naissances. Un chiffre certainement sous-estimé étant donné le manque de connaissance à ce sujet. Cette vision binaire exclut donc, de fait, toute une partie de la population qui ne correspond pas à la norme en vigueur⁸ et peut être la source de violences médicales dramatiques pour les personnes concernées¹⁰.

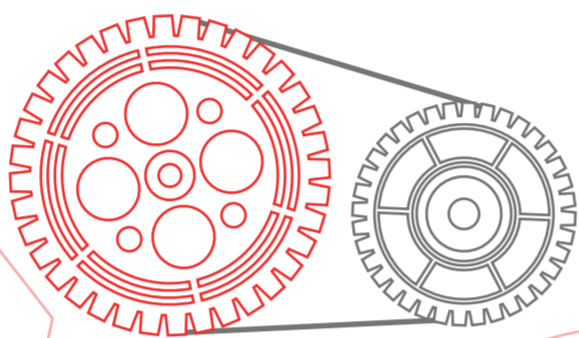
BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?



Retrouvez ici la bibliographie et les notes, mais également des rouages complémentaires participant à cette domination.

UNE HISTOIRE D'HOMMES

Raconter une histoire, c'est faire des choix. Dans la grande histoire de l'humanité, ces choix ont souvent été opérés par des hommes au détriment des femmes. Ainsi, les luttes sociales, révolutions, conquêtes, batailles, bien que désignées par des noms féminins, auraient toutes été menées et gagnées par des hommes. Il n'y aurait eu aucune femme sur les barricades. Difficile d'être plus loin de la réalité. Ainsi, on entend peu parler de Corretta Scott King, connue entre autres pour son opposition à la guerre du Vietnam et pas seulement pour son célèbre mari, pas plus qu'on ne cite Winnie Mandela dans le grand livre de l'histoire. Peut-être anecdotique, mais non moins révélateur de la façon dont les découvertes souffrent de stéréotypes de genre, prenons le cas de Lucy. La petite australopithèque a reçu ce doux nom parce qu'étant plus petite elle devait forcément être une femme. Une certitude aujourd'hui mise en question par certain.e.s anthropologues. De même, nous oublions souvent que les guerriers vikings, qui continuent d'alimenter le mythe de la virilité barbare, comptaient pourtant des femmes dans leurs rangs, celles-ci occupant parfois les plus hauts postes de commandement. La liste des femmes oubliées est longue.... L'histoire de la Révolution française ne fait que peu de place à des figures comme Olympe de Gouges, autrice de la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne et morte sous le coup de la guillotine pour ses positions militantes. Qui a entendu parlé de Sanité Belair, révolutionnaire et officier de l'armée haïtienne, fusillé en 1802 par l'armée napoléonienne chargée de rétablir l'esclavage ? Qui se souvient de Louise Michel, pourtant l'une des figures majeures de la Commune de Paris et importante militante anarchiste ? Ou d'Alexandra Kollontai, première femme membre d'un gouvernement de l'Histoire ? Ou encore de Harriet Tubman, d'Emma Goldman et de la Mulâtresse Solitude ? Souvent aux premières lignes des grandes luttes sociales, nombreuses sont les femmes qui ont marqué l'histoire. Elles sont pourtant rayées de l'histoire officielle pour faire place à une histoire qui conte la bravoure des hommes. Et cette invisibilisation continue aujourd'hui avec nos contemporains.



« LE MASCULIN L'EMPORTE SUR LE FÉMININ. »

En grammaire française, le masculin l'emporte toujours. Une règle supposément neutre et enseignée comme allant de soi. La langue est pourtant un processus vivant et le reflet de la société qui l'utilise et la construit. L'histoire de la langue française est faite de modifications et d'évolutions, et de plusieurs vagues de masculinisation, fondées sur des raisons politiques et sexistes. La règle du masculin comme neutre, et donc l'emportant sur le féminin, n'a pas toujours été la norme. C'est seulement au 17^{ème} siècle que cette dernière a émergé et a été progressivement imposée comme la norme en vigueur. A l'époque, d'autres règles existaient, comme la « règle de la proximité » qui supposait d'accorder en genre et en nombre avec le nom le plus proche. Le langage façonne les représentations que nous nous faisons du monde. L'utilisation d'une langue fortement dominée par le masculin et qui le pose en référence de toute chose contribue donc à limiter les possibilités d'organisation sociale en les contenant à l'intérieur d'une appréhension du réel encadrée par ces représentations du masculin comme neutre et mesure de toute chose. Aujourd'hui, l'utilisation de l'écriture inclusive revêt une réelle dimension politique, celle de rendre visible le féminin dans la langue, mais également toutes les autres personnes qui ne se reconnaissent ni dans le féminin, ni dans le masculin normés. L'utilisation de néologismes non genrés vise à permettre à toutes ces personnes et ces différentes réalités d'exister réellement dans la langue, et donc dans la société¹¹.

Pensons ici à l'athlète Caster Semenya et les douloureuses péripéties vécues par celle-ci liées aux polémiques autour de son taux de testostérone considéré trop élevé pour concourir dans les catégories féminines. Son histoire éclaire d'ailleurs bien comment discriminations sexistes et racistes peuvent s'entrecroiser pour générer des situations d'oppression spécifiques⁸.



« NE PLEURE PAS, FILS ! », « TIENS TOI BIEN À TABLE, MA FILLE ! »

Dès la plus tendre enfance, nous emmagasignons, compilons, trions les informations que nous transmet notre environnement pour construire notre conception du monde et de la place que nous y occupons. C'est aussi dès la plus tendre enfance que les comportements genrés se construisent. Une construction qui passe par une multitude d'éléments, d'apparence anecdotique s'ils ne sont pas compris comme un tout. Les remarques faites aux petits garçons pour que ceux-ci ne pleurent pas et se montrent forts, alors que celles faites aux petites filles leur prescrivent de bien se tenir à table. Les jouets pour enfants où la dinette est rose et destinée aux filles, alors que les dinosaures et les pirates sont réservés aux garçons. À l'école, où l'imagination des garçons est plus souvent stimulée et les petites filles encouragées à répéter leurs leçons en se tenant bien. Nous projetons ainsi tout un univers sur les enfants qui, à leur tour, l'intègrent pour le reproduire ensuite. Un univers qui veut que les petites filles soient douces et soumises et les petits garçons intrépides et protecteurs. Plus tard, les petits garçons devenus hommes seront plus souvent directeurs. Quant aux petites filles, les injonctions à s'effacer pourront avoir des conséquences sur leur construction en tant que femmes et altérer leur confiance en elles.

« CES ENFANTS SONT LES MIENS ! »

Le patriarcat est l'institutionnalisation de la domination masculine sur les femmes. Pourtant, en disant ça, on ne dit pas tout. La domination s'exerce également sur d'autres corps. Dont certains pour lesquels l'emprise reste largement banalisée. Ceux des enfants, dont le jeune âge, selon ce système de pensée bien ancré, devrait justifier la contrainte exercée par les adultes. Trop jeunes pour savoir ce qui est bon pour eux. Christine Delphy le dit bien : « le statut d'enfant – le statut de « mineur » – est, y compris dans nos sociétés « développées », un statut d'infériorité sociale générale, d'incapacité légale, de subordination, et d'appropriation. On le voit bien dans les cas de divorce, la question est : à qui appartiennent les enfants ? Les enfants sont des propriétés. »¹³ Le patriarcat s'approprie ainsi le corps des femmes, et des enfants. A l'encontre de cette conception de la relation aux enfants comme des corps-propriétés, des philosophes, sociologues et militant.e.s invitent à repenser les rapports entre les enfants et les adultes pour en extraire la domination et la subordination, génératrices de violence. Des violences qui s'inscrivent souvent en miroir des violences faites aux femmes. Les procédures judiciaires pour inceste peuvent être éducatives en la matière. Certains enfants étant contraints de continuer à vivre avec un parent abuseur (des hommes, dans l'écrasante majorité). Leur parole de victime jamais entendue. Et leurs mères condamnées pour avoir voulu défendre leurs enfants, coûte que coûte. Cette domination, à l'instar des autres, se construit dans toutes les sphères de la vie. En famille, où l'autorité des parents sur les enfants peut aller jusqu'à justifier la violence physique au nom de l'éducation. A l'école, où il faut les faire rentrer dans le rang à coups de punition. Les enfants sont ainsi sommés d'obéir et d'accepter docilement la négation ou la mise en sourdine de leurs ressentis et besoins. Les adultes doivent avoir toujours raison. Et si le continuum de la violence commençait aussi ici, dans l'institutionnalisation de la *domination sur les enfants* ?¹⁴

« NOUS SOMMES LES PETITES FILLES DES SORCIÈRES QUE VOUS N'AVEZ PAS PU TUER ! »

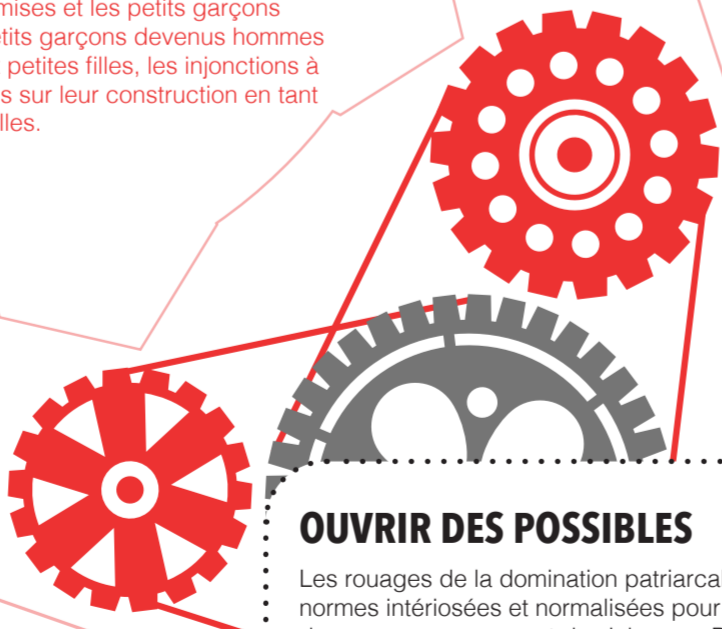
Depuis des siècles, les femmes subissent l'injonction à rentrer dans le rang. Dans les cases imposées par le patriarcat. Partout, il faut chasser les sorcières de la société. A coup de bûchers s'il le faut ! Et s'approprier les corps. Les ventres. En faire les machines à produire des travailleuses. Pour nourrir l'appétit insatiable du capitalisme. La chasse aux sorcières qui a secoué l'Europe aux 16^{ème} et 17^{ème} siècles est un épisode marquant et particulièrement violent de cette entreprise d'assujettissement et d'appropriation du corps des femmes au service de la machine capitaliste, qui a mené à l'assassinat de milliers de femmes à travers toute l'Europe. Trop longtemps marginalisée par les historiens, cette période d'intense répression à l'égard des femmes s'inscrit dans le mouvement plus large de destruction des communs et d'enclosure ayant marqué les débuts du capitalisme. Mais la chasse aux sorcières ne se limite pas à cet épisode sanglant de l'histoire européenne. L'appropriation du corps des femmes est un enjeu fondamental de toute entreprise de colonisation. Et elle continue aujourd'hui. Sur tous les continents. En Afrique, En Amérique du Sud. Où les grandes vagues de privatisation des terres nécessaires à la généralisation du capitalisme néolibéral mondialiste vont de pair avec une brutale entreprise de répression des femmes et de destruction de leur pouvoir d'agir, une entreprise de destruction face à laquelle les femmes du monde entier, à travers les époques, n'ont cessé de réinventer de nouvelles solidarités, de nouvelles manières de construire du lien, pour (re)trouver leur puissance d'agir¹².

OUVRIRE DES POSSIBLES

Les rouages de la domination patriarcale forment un ensemble cohérent de normes intériorisées et normalisées pour justifier un système de hiérarchisation des personnes emprunt de violences. Dans ce système, l'homme blanc hétérosexuel et économiquement solvable constitue l'archétype du dominant, placé en haut de la chaîne alimentaire, posé en référence universelle. Ce système violent et inégalitaire peut pourtant être déconstruit. Pierre par pierre certainement. Et d'autres possibles peuvent être rêvés. Graine par graine.

La domination patriarcale trouve l'un de ses fondements dans la conception binaire des sexes et des genres. Une vision extrêmement réductrice qui exclut toute une partie de la population. Les personnes homosexuelles, intersexuées, transgenres, non-binaires, de genre fluide, queer, asexuelles, et certainement bien d'autres qui ne se retrouvent pas dans les conceptions stéréotypées et normées du masculin et du féminin. Ainsi, envisager le genre comme un ensemble de variations sur une même échelle permettrait de rendre compte de la complexité de ces appartenances, laissant à toutes la liberté de construire ses identités et appartenances sociales. Penser et faire vivre une révolution dans le genre né-

cessite aussi de s'opposer aux autres rapports d'oppression, pour ce qu'ils sont et pour les interconnexions qu'ils entretiennent avec le patriarcat. En pensant l'intersectionnalité des oppressions. Grâce à laquelle il est possible de construire un féminisme véritablement révolutionnaire, qui prendrait réellement en compte toutes les personnes qui subissent la violence du patriarcat. Repensons également notre rapport à l'enfance, à l'éducation. La domination y prend déjà racine. Pensons une éducation anti-autoritaire et critique dès le plus jeune âge et acceptons d'apprendre des enfants. Éduquons-nous et nos enfants au consentement, car briser le continuum féminicide, ça commence là ! Remettons du *care*¹⁵ dans tous les aspects de nos vies. Donnons lui enfin ses lettres de noblesse. Construisons le collectivement¹⁶. Qu'il ne soit plus cantonné à un statut ingrat et précarisé dévolu majoritairement aux femmes les moins privilégiées, souvent racisées et migrantes. Il est tellement essentiel à nos vies. Et valorisons les autres qualités stigmatisées au féminin. Jusque dans les milieux militants en lutte contre ces systèmes d'oppression et qui restent pourtant, à l'instar de la société dans laquelle ils prennent place, pollués par ces systèmes de domination. Ouvrons des places à l'expression des émotions, hors de l'injonction à la rationalité froide. Ne soyons pas raisonnables. Vivons, sentons et ressentons l'intuition d'autres possibles. Pour retrouver notre puissance. D'agir. De créer. Pour abattre le patriarcat. Et construire une culture de paix pour toutes et avec toutes.



Logiques de dominations

Dominations logiques ?

La CNAPD est une organisation du mouvement de la paix belge. Son équipe et ses associations membres maintiennent une réflexion constante sur la paix et les conditions de sa réalisation.

Or nous constatons que les conflits sont réglés par la violence dans la majorité des cas, aussi bien dans le cadre de nos relations interpersonnelles, où nous avons tendance à vouloir établir des rapports de domination et régler nos différends par la force plutôt que par la négociation, le dialogue ou la coopération, que dans le cadre des relations internationales, où les interventions militaires sont le plus souvent privilégiées comme outil de résolution des conflits, au détriment des moyens diplomatiques.

Si les violences physiques sont relativement faciles à objectiver par rapport aux violences structurelles ou symboliques et sont par conséquent fréquemment analysées et discutées, il nous est apparu que ces dernières, les violences structurelles et symboliques, imputables aux logiques de domination, étaient en revanche largement absentes des considérations pacifistes.

D'où cet outil, « Logiques de domination », dont l'objectif est de mettre en lumière les dominations sociologiques et les violences qu'elles engendrent en tant qu'obstacles au développement d'une culture de paix durable dans nos sociétés.

En vous souhaitant une lecture enrichissante,

L'équipe de la CNAPD

DOMINATION DE CLASSE

DOMINATION PATRIARCALE

DOMINATION PAR LA RACE

DOMINATION DU NÉO-LIBÉRALISME

DOMINATIONS & SÉCURITÉ

DOMINATION SUR L'ENVIRONNEMENT

PERFECTUS ?



Ce jeu de société vous embarque pour un voyage au cœur des rouages de la domination. Une aventure spatiale pour réinventer nos sociétés. Initiateur de réflexions et débats, « Bienvenue sur Perfectus » questionne les dynamiques qui génèrent violences et inégalités. L'objectif ? Élaborer ensemble une réflexion critique sur d'autres manières de faire société, de créer du lien et de construire ensemble une culture de paix.

DOMINATION par la race

PEUT-ON ENCORE UTILISER LE MOT « RACE » ?

Franchement, quel mot violent... Construit si longtemps comme une évidence biologique sous la caution d'une science instrumentalisée, le concept de « race » est aujourd'hui délégitimé. Il gêne. Il étouffe. Il enferme.

Déjà les travaux d'Anténor Firmin publiés en 1885 en indiquaient le caractère artificiel, intéressé, idéologique. Déjà avec le combat si fameux par ici contre la ségrégation de Frantz Fanon, des Black Panthers, de James Baldwin ou de Martin Luther King, de Audre Lorde, Angela Davis ou bell hooks, on pouvait choisir de ne plus ignorer. Déjà dans le monde académique francophone, avec Colette Guillaumin en 1972, « *il s'agissait de penser des femmes, des hommes ainsi que des races ne préexistant pas aux rapports sociaux de domination parce que ceux-ci, en fait, les constituent.* »¹ Déjà, depuis 1978, les études postcoloniales, les black studies et le concept d'intersectionnalité stimulaient les consciences. Mais, décidément, des élites européennes organisaient leur invisibilité.

Décidément, on ne veut pas savoir. La « race » a la peau dure. Et l'oreille et la mémoire des puissants-e-s demeurent sourdes aux voix héritières de ceux qu'ils ont asservis.

Dans le champ des sciences naturelles européennes, un mouvement intellectuel s'est enfin initié à la fin des années '60. Il a démontré que « la race » n'a aucun fondement génétique de discrimination. Il établit que les phénotypes et la mélanine ne sont pas des critères pertinents de différenciation d'hypothétiques sous-espèces humaines. Point. Après les lubies des idéologies racialistes qui justifiaient la colonisation par la « Civilisation », la référence à « la race » n'est plus audible dans nos sociétés depuis les années 1980's.

LA « RACE » N'EXISTE PAS.

Sauf que si.

Des déclinaisons de « la race » perpétuent les effets de la racialisation jusqu'à aujourd'hui. La hiérarchie sociale et la distribution des rôles demeurent largement structurées par « la race ». Tandis qu'on proteste partout qu'on hait le racisme, les chaînes de valeur mondialisées et la distribution globalisée des richesses demeurent structurellement racistes. Des propagandistes ont recyclé le concept pour dissimuler sa perpétuation en dépit de sa vacuité génétique désormais prouvée. Iels y ont introduit d'autres variables et caractéristiques, iels ont utilisé d'autres mots et discours, iels ont progressivement fabriqué des avatars. Parfois pour échapper à la législation anti-discrimination, notamment en vigueur depuis 1981 en Belgique.

Conquérante de nos inconscients collectifs, une rhétorique du néo-racisme continue donc de se propager. On peut déplorer qu'elle se normalise aujourd'hui. Cette mue permet de perpétuer l'avantage social, le privilège, la domination par « la race ». Tout cela est abondamment décrit par des penseur-euse-s qui animent avec vigueur « la théorie critique de la race ». Il est sans aucun doute l'apanage des personnes qui se sentent racisées dans le regard de l'autre de savoir que « la race » existe. Bel et bien.

Aujourd'hui, en 2024. La « race » est le fantasme devenu le monstre réel, artificiel mais opérant dans les sociétés. Les militant-e-s antiracistes, antisexistes et décoloniaux sont assez formel-le-s sur la stratégie : puisque « la race », fruit pourri de l'imaginaire colonialiste, reste insidieusement l'outil performatif de domination, il est alors nécessaire de désigner clairement ce concept pour ce qu'il est. La « race » n'est donc pas morte avec les conclusions indubitables de la science positive. Elle n'a pas disparu non plus avec les manifestations gentillettes de solidarité et les lois antiracistes.

« Know your enemy ! », « Vois ma couleur ! ». Il faut identifier l'ennemi pour le confondre et combattre. Il faut donc la nommer cette « race », rendre visible ces « rapports sociaux de racisation »,

comme on dit parfois plus poliment. Nommer, faire exister, afin que nous puissions clairement la voir fonctionner et trier, souvent au travers de nous-mêmes. Ce concept idéologique produit des faits sociaux, très concrets, très violents sur des corps et des esprits des individus racisés. Jusqu'à les tuer. Il faut donc désigner et nommer l'assassin.

« LA RACE », TUEUSE SILENCIEUSE ?

Les mécanismes ? Le processus politique de racialisation, c'est-à-dire la production de hiérarchies sur la base du critère racial, se développe dans l'idéologie colonialiste dès le 17^{ème} siècle. Il s'agit de stigmatiser les personnes individuelles au départ de caractéristiques physiques, linguistiques, culturelles ou religieuses. Chaque personne qui partage quelque peu la différence stigmatisée est réduite à cette particularité. Elle est alors assignée à une catégorie d'humains, un groupe figé par l'artifice qui la réduit à cette seule caractéristique, une prétendue essence, le fantasme de sa plus pure vérité. Au mépris de son être et de son devenir, au prix de la négation de sa complexité et de toutes ses autres singularités. Cette détermination sociale totalisante est construite comme innée et immuable, comme transmise « par la nature » via la filiation au groupe catégorisé auquel la personne est assignée.

Ce n'est pas tout. Comme la poisse colle à la peau, un ensemble de préjugés sont progressivement amalgamés à ce groupe, par l'histoire, l'éducation, la science instrumentalisée, la propagande ou la rumeur ignorante. Ils sont véhiculés dans l'impensé collectif d'une société politique. Ils y deviennent ainsi de cruelles évidences considérées à leur tour comme naturelles. Ils fabriquent de l'« Autre », de l'être humain inférieur qu'il serait alors légitime de dominer.

Les effets sont terribles. Les groupes humains sont hiérarchisés par la théorie de la « race ». Des groupes se sont inventés puissants pour exercer du pouvoir sur d'autres groupes soumis à l'impuissance par la racialisation. Intériorisées et transmises, ces catégories deviennent le critère opérant de la distribution sociale des rôles et ressources. Cette racialisation permet le contrôle social. Elle permet de cibler et d'organiser la domination par la violence, qu'elle soit symbolique, institutionnalisée ou physique.

Cette production sociale qui classe, hiérarchise, détermine, discrimine n'est donc qu'une construction historique, un possible advenu par intérêts et rapports de force. Elle s'est installée durablement et profondément dans nos schémas mentaux. Elle détermine les personnes en fonction de cet habitus intégré socialement. Et tout cela glisse, se transmet de génération à génération entretenant le caractère raciste de nos organisations sociales.

La « race » est donc une menace sourde de rétorsion, qui ne se dit pas, qui pèse sur ceux qui prétendraient à l'égalité. Elle est aussi une contrainte sociale intégrée qui cherche à naturaliser les inégalités entretenues. Elle est la technologie sociale la plus efficace du maintien de l'ordre. Le racisme culturaliste et civilisationnel justifie jusqu'à la guerre dans les discours officiels. Un outil de meurtre. Tous les jours, des êtres humains sont assassinés parce que leur peau a la mémoire d'un autre soleil.

À celleux-là, « les racisé-e-s » selon Guillaumin déjà, allez dire seulement que « la race » n'existe pas.

Ce n'est pas une question individuelle, une conséquence simple de la xénophobie. Elle relève de la complexité systémique des sociétés historiques qui se confrontent, se percutent et se rencontrent dans un espace globalisé. Le questionnement est donc éminemment politique. Elle nous traverse toutes.

GEORGE, NAHEL, ADIL, TUÉS PAR « LA RACE » ?

Legal Team Antiraciste² : « *Nos rues crient ce que l'Institut Montaigne a, poliment, fait savoir en 2015 : « Mohammed a quatre fois moins de chances d'être recruté que Michel.* » *Nos rues crient ce qu'une enquête du Défenseur des droits a, courtoisement, démontré en 2017 : les jeunes hommes « perçus comme noirs ou arabes » ont « une probabilité 20 fois plus élevée que les autres d'être contrôlés » par la police. Nos rues crient ce que l'ONU vient, à bas bruit, de déclarer : il existe en France [ndlr : et en Belgique!] de « profonds problèmes de racisme et de discrimination parmi les forces de l'ordre » (...). Maintenant, tout le monde a vu. Maintenant, tout le monde sait. »*

JE KIFFE MA RACE !

Des collectifs contre le racisme ont éprouvé le besoin de conserver la pertinence de « la race » dans l'analyse du champ social. Ils réclament la notion et la subvertissent pour dénoncer la violence « raciste ». Un renversement du stigmate pour fonder une dignité de lutte. Ceux qui sont aujourd'hui conduits à l'utiliser, ce ne sont pas eux qui assignent à la race. Ce ne sont pas eux qui cherchent à biologiser, naturaliser, essentialiser les différences et l'altérité par la « race ». Ce ne sont pas eux qui cherchent à universaliser l'uniforme, le soi. Au contraire, en soulignant son caractère construit et reproduit, ils réaffirment la promesse de l'égalité au fondement des textes fondamentaux communs. Possible ? Et comment ! Le souvent joyeux podcast *Kiffe ta race* compte pas loin de 100 épisodes pour explorer la diversité des applications avec une kyrielle d'invité-e-s de Rokhaya Diallo et Grace Ly. Parfois inconfortable évidemment, c'est à l'aide d'une lame qu'on ouvre la blessure pour éviter la septicémie. Le fer du scalpel qui soigne ? A vous de voir.

« Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader. »

Aimé Césaire, Discours sur le colonialisme de 1950.

BLANC AU PAYS DES BLANCS ?

Iel ne se pose pas la question de savoir s'iel est blanc-he, le/la blanc-he au pays des « Blanc-he-s ». Nous sommes beaucoup d'antiracistes à ne pas questionner notre blancheur. C'est-à-dire qu'il nous appartient de ne pas penser notre couleur comme un déterminant social. Au-delà de la protestation d'une empathie possible et des idéaux d'égalité, nous ne vivons pas ce que les personnes qui se savent racisées disent vivre. La blancheur n'est pas la blancheur, elle ne saurait être réduite à un phénotype miroir. C'est un discours, conscient ou non, un rapport au monde et à l'autre qui s'est transmis et intériorisé et qui est devenue une modalité structurante du pouvoir. Très concrètement, au départ d'elle s'organise la distribution inégale des pouvoirs et ressources. Privilèges ? Se conformer à « la blancheur », c'est être fondu dans la norme et bénéficier de la norme. C'est n'être pas sommé à être le/la représentant-e d'un groupe et pouvoir être sa propre personne singulière sans se sentir assignée à une catégorie. C'est jouir des ses droits sans avoir à les réclamer. C'est éviter un paquet de micro-agressions. C'est bénéficier d'avantages très concrets dans la recherche d'un logement, d'un emploi, d'un service administratif. C'est partir avec des longueurs d'avance pour obtenir une fonction de pouvoir. Le choix de l'humanité oblige à trahir la blancheur.

QUAND LES CONSERVATEURS ACCUSENT LES RACISÉ-E-S DE RACIALISME...

Le format compétitif des débats médiatiques sacrifie souvent l'honnêteté intellectuelle. Bref, quand le combat est dur à l'écran, les journaux-produits ou les réseaux si peu sociables, les termes se radicalisent pour « puncher ». Les réactionnaires connaissent bien cette ficelle de délégitimation qui consiste à provoquer et pousser son adversaire à la faute. Une parole décontextualisée, une maladresse à l'écran, un ancien compagnon de lutte qui glisse pour de bon. De telle sorte qu'il ne reste plus qu'à lui asséner le coup fatal. Par exemple, en l'accusant de monstruosité comme d'être antisémite ou homophobe, pourquoi pas anti-Blancs. Bam, uppercut ! Peur semée. Adversaire délégitimé. Face au rempart conservateur qui n'hésite pas à les taxer de « racistes racistes », des militant-e-s, qui se disent parfois « indigènes », ont subverti le stigmate pour en faire une fierté, un lieu symbolique et politique d'appartenance, une identité de lutte. A vrai dire, il est possible que nous ne soyons pas à l'aise avec le concept non plus. Les militant-e-s décoloniaux parlent de la *fragilité blanche*. En lisant ou en écoutant réellement, ce qui est accusé d'essentialisation ne nous semble pas l'être. Le refus de l'assimilation, l'affirmation de la singularité d'une identité particulière, l'acceptation de transcender une identité politique au départ souvent assignée, l'utopie d'un universel pluriel qui permette de vivre les singularités dans des espaces communs sont les traces d'une espérance à vivre pleinement et à transcender la violence.

BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?



Retrouvez ici la bibliographie et les notes, mais également des rouages complémentaires participant à cette domination.

DOMINER SA « RACE » ?

Anibal Quijano avait étudié si bien à quel point la colonialité, toute occidentale qu'elle est par les normes et les modes de pouvoir, s'était durablement immiscée dans les relations au sein même des sociétés racisées d'Amérique du Sud. Frantz Fanon avant lui avait averti de ce danger de la transmission du « régime bourgeois » via les développements coloniaux du capitalisme. Plusieurs gouvernements des Suds perpétuent la domination des humains et territoires qu'ils spolient au bénéfice de caciques. Ou encore, les inégalités socio-économiques qui s'insèrent structurellement au sein de groupes qui se reconnaissent comme raciaux ou identitaires, sans doute la victoire complète de l'idéologie individualiste ultra-libérale. Quand aussi l'appel à l'identité raciale singulière devient l'instrument du projet autoritaire et raciste d'un régime, le pire est à craindre, ce que rappelle terriblement le génocide au Rwanda de 1994. Faudrait donc pas nous la faire à l'envers ? Vrai, sans doute. Mais l'histoire de la « race » comme outil de classification a démarré d'ici, dans les métropoles européennes pour se globaliser par la corruption, la menace, la canonnière et la dette. Elle a aussi séduit et corrompu par la contrepartie d'avantages et privilèges. Cette vision du monde qui gangrène doit être détruite depuis sa source épistémique.

FIRMIN MET GOBINEAU KO

Philosophe, avocat, diplomate haïtien du 19^{ème} siècle, Anténor Firmin publie en 1885 son livre, *De l'égalité des races humaines*. Il y conteste les arguments d'Arthur de Gobineau parus en 1853 dans l'*Essai sur l'inégalité des races*. Scandale ! Un Noir peut-il faire la leçon à un universitaire Blanc ? L'esprit de l'époque ne pouvait concevoir qu'un Noir pût prétendre à quelque autorité scientifique. En effet, l'épistémè du 19^{ème} siècle, c'est-à-dire la vision collective d'une société à un moment donné, s'était largement construite sur la base des théories racialistes de Gobineau. Firmin réfute par des arguments positifs les prétentions d'une anthropologie qui classe, essentialise et hiérarchise des individus au départ du mesurage des parties de leurs corps pour les enfermer dans un ordre raciste qui justifierait la domination. Son texte déjà décolonial n'a été traduit en français qu'en 2000 : cette traduction tardive fait enfin droit à son apport essentiel à l'anthropologie, une discipline qui apprend encore à se dégager de ses fondements euro-centrés.

OUVRIER DES POSSIBLES

Il faut que la race n'existe pas. Qu'elle n'existe plus. Détruire l'instrument qui totalise, essentialise, fige les personnes, déshumanise pour exclure et dominer. L'égalité deviendrait imaginable, c'est peut-être l'horizon utopique. En sortir, dépasser la race.

Il faut ? Plutôt, il faudrait. On peut rêver. Car pour mettre le mot au rayon des vieilles casseroles, il faudrait d'abord que l'idée qu'il cuisine soit effectivement dépassée. Détruire l'idée elle-même de classer et hiérarchiser les êtres humains au départ d'un quelconque trait partagé, sans faux-semblants.

Quel horizon politique alors, quel(s) chemin(s) emprunter ? Nous nous sommes égaré-e-s longtemps, « dégradés » par l'esprit colonial, selon les termes mêmes d'Aimé Césaire. Écoutons les personnes qui parmi nous se savent classées racisées, les militant-e-s décoloniaux et antiracistes, entendons leurs luttes. Leurs propositions sur la scène publique sont créatives, critiques, constructives. La chape de plomb qui les empêchait d'être entendu-e-s s'est fissurée depuis 2019. en dépit des sentinelles médiatiques. Les historiens congolais, belges, internationaux rappellent que la matière historique est disponible pour permettre de travailler les mémoires de façon plurielle, les fondements d'un avenir pensé commun.

Négligeons donc les tabous « blancs » qui nous atrophiaient l'intelligence pour écouter des voix humanistes qui questionnent et portent - radicalement ! - des idéaux de justice et de co-construction de cet avenir commun.

Ces voix nous disent massivement que pour le moment, ne pas nommer « la race » relève du déni. Si elle n'est définitivement pas une catégorie de la nature, la « race » n'en produit pas moins des effets dans le langage, les schémas mentaux, les pratiques et la réalité sociétale belge. Idéologie autoréalisatrice qui a fait souche, elle demeure performative de la réalité sociale. Longue déjà, désabusée parfois, la lutte ne saurait donc être naïve : elle nécessite de la radicalité éclairée pour contrer les obscurs extrémismes et déjouer la violence. Urgence : le projet racial prolifère ces jours-ci, de façon de plus en plus décomplexée.

Là aussi, il y a du travail : débusquer les classeur-euse-s et leurs intentions. Toustes ne sont probablement pas des néo-fascistes. Mais la peur de l'Autre est l'ingrédient qu'ils diffusent afin de capter l'attention des gens communs, les vrais qui comptent. Il est vrai qu'imaginer la fin de la domination, c'est imaginer aussi la perte du privilège, c'est donc concevoir de perdre du pouvoir et du matériel. C'est là qu'on peut bosser, tenir le lien avec les gens, la famille comme les voisin-e-s, au-delà des petites phrases qui tuent l'envie de lien. Bousculer nos inconscients collectifs avec chacun.e, là où

on habite et on vit. Ne pas le laisser accessible aux racistes invétéré.e.s mais pas non plus au racisme qui nous traverse banalement. Qui me traverse aveuglément. L'iceberg de nos psychismes nous contraint à ne pas travailler qu'en surface.

Culpabilité mortifère ? Non. Il s'agit d'assumer une part de responsabilité politique, de ma liberté de penser, qui n'existe que si je la pratique. La culpabilité vient du refus de savoir quand nous le pouvons. Nous ne serons libres qu'ensemble, si chaque être singulier l'est aussi.

Le domaine des idées et des mentalités paraît souvent imperceptible. C'est là pourtant la matrice de ce qui advient concrètement. Leonora Miano dans ses textes qui imaginent si souvent des voix critiques et non-violentes, propose cette nécessaire aventure collective de l'épistémè : « *comprendre un phénomène qui a fracturé le genre humain, la race et sa hiérarchisation, qui a permis au Blanc de laisser sa commune humanité pour dominer par déshumanisation de l'autre, et de voir comment trouver aujourd'hui de nouveaux territoires relationnels* ». Mais encore : « *Prédatrice, la colonisation s'est abattue sur des personnes. Depuis nous ne nous sommes plus quitté.e.s. Nous ne serons plus jamais séparé.e.s. Discutons tranquillement et inventons le désir de nouer des relations, créons un avenir commun. Faisons en sorte qu'il soit chouette.* » La dignité d'abord, puis, peut-être, la solidarité.

Logiques de dominations

Dominations logiques ?

La CNAPD est une organisation du mouvement de la paix belge. Son équipe et ses associations membres maintiennent une réflexion constante sur la paix et les conditions de sa réalisation.

Or nous constatons que les conflits sont réglés par la violence dans la majorité des cas, aussi bien dans le cadre de nos relations interpersonnelles, où nous avons tendance à vouloir établir des rapports de domination et régler nos différends par la force plutôt que par la négociation, le dialogue ou la coopération, que dans le cadre des relations internationales, où les interventions militaires sont le plus souvent privilégiées comme outil de résolution des conflits, au détriment des moyens diplomatiques.

Si les violences physiques sont relativement faciles à objectiver par rapport aux violences structurelles ou symboliques et sont par conséquent fréquemment analysées et discutées, il nous est apparu que ces dernières, les violences structurelles et symboliques, imputables aux logiques de domination, étaient en revanche largement absentes des considérations pacifistes.

D'où cet outil, « Logiques de domination », dont l'objectif est de mettre en lumière les dominations sociologiques et les violences qu'elles engendrent en tant qu'obstacles au développement d'une culture de paix durable dans nos sociétés.

En vous souhaitant une lecture enrichissante,

L'équipe de la CNAPD

DOMINATION DE CLASSE

DOMINATION PATRIARCALE

DOMINATION PAR LA RACE

DOMINATION DU NÉO-LIBÉRALISME

DOMINATIONS & SÉCURITÉ

DOMINATION SUR L'ENVIRONNEMENT

PERFECTUS ?



Ce jeu de société vous embarque pour un voyage au cœur des rouages de la domination. Une aventure spatiale pour réinventer nos sociétés. Initiateur de réflexions et débats, « Bienvenue sur Perfectus » questionne les dynamiques qui génèrent violences et inégalités. L'objectif ? Élaborer ensemble une réflexion critique sur d'autres manières de faire société, de créer du lien et de construire ensemble une culture de paix.

DOMINATION sur l'environnement

On ne peut plus dire qu'on ne savait pas. Même Exxon, pollueur historique en chef, savait et dissimulait déjà en 1979 : « au rythme actuel de leur combustion, les ressources fossiles provoqueront des effets environnementaux dramatiques avant 2050. » En 2024, on s'approche déjà de façon critique de ce fatidique 1,5° de réchauffement climatique et ses effets dramatiques. La biodiversité se racrapote à la vitesse affolante des extinctions d'espèces vivantes. 6 des 9 limites de la planète pour assurer la vie sont déjà dépassées. Le GIEC et l'IPBES ne trouvent plus de mots assez forts pour crier l'urgence. Mais, en dépit de cet unanime consensus scientifique, les industries à énergies carbonées demeurent très largement subventionnées. Les pesticides se voient autorisés pour une nouvelle période de 10 ans par l'Union européenne en 2023. Et on organise la grande messe annuelle de la COP28 dans un des pays autoritaires à gigantesque empreinte écologique. Comment diable nourrissons-nous encore aujourd'hui les causes anthropiques dont on sait qu'elles nous tuent lentement, de plus en plus vite ?

L'être humain rêvait tôt de s'affranchir des lois de la nature. Dures pour sa survie quand il était tout nu, elles limitent aujourd'hui le droit qu'il se donne à jouer sans limite quand il veut prendre l'aviation pour 20 balles. La tentation d'exercer le pouvoir sur la nature s'est réalisée progressivement. Surtout dans et depuis le monde occidental et sa rationalité universaliste très centrée sur elle-même. Sa civilisation est aussi née de cette rupture qu'elle imagine entre l'humanité et son environnement, conçu créé pour qu'il lui serve et qu'il le domine. Plus tard, par le vecteur de la colonisation, ces schémas mentaux ont étendu au monde le fantasme démiurgique de la domination de la nature. Depuis leur source européenne située, ils ont produit des lois prétendues universelles qui régissent notre rapport à la nature : déterminant, violent, dominant. Aujourd'hui, l'illusion profitable que cet aveuglement viriliste, économe et technologiste serait durable saigne de tout côté. C'est la possibilité même de la vie humaine qui est désormais menacée. Le suicide peut prendre des formes longues et collectives.

Mais non au fait. « L'humanité » ne saurait être désignée collectivement coupable de vouloir se suicider. Qui alors ? Ce sont des acteurs-ice-s individuel-le-s et collectifs, bien concret-e-s et identifiables, influents. Ceux-ci agissent dans l'histoire selon des stratégies réfléchies et des modalités bien tangibles, en activant des leviers de pouvoir politiques et juridiques construits, en poursuivant des intérêts bien compris. Ces acteurs-ice-s agissent selon le bain d'idées dominantes dans lequel iels trempent et qui les décomplexent à l'égard des valeurs cadrantes de leurs propres

« LA VIE MENACÉE ? LA PAIX POUR COOPÉRER ! »

cultures originelles. La communication lissée de grandes entreprises transnationales ou de gouvernements réalistes dissimulent mal la manœuvre. On ne compte plus désormais les publicités qui traduisent cette redoutable stratégie de verdissement, de retardement, de dissimulation, de manipulation. Pour continuer la frénésie rentable de la consommation. Ripoliné. Plus vert que vert, pourvu que ça tourne plein pot. Privatiser les bonnes affaires, socialiser les emmerdes, les conséquences négatives, les externalités qui bousillent.

Il va falloir faire contre.

Il va donc falloir penser en-dehors du cadre culturel normatif hégémonique. Ce n'est pas confortable. Penser, c'est toujours se faire violence contre ce qui est, contre le possible qui est advenu entre tous les autres possibles. Progressivement, depuis deux siècles, ce cadre hégémonique est celui du capitalisme libéral, son esprit, son éthique. Globalisé et outrepasé néolibéral, ses mots se sont insinués jusque dans nos intimités pour façonner nos habits. Ce cadre, construit naturel, serait donc celui de l'intérêt particulier sacralisé privé, de l'évangile de la croissance sans limite, sans but et sans fin. De l'accumulation vertueuse, généreuse, séductrice. De la prédation libre en amont de la production et de la libre incurie en aval de la consommation. De la foi absolue en le progrès, réduit technologique, qui inventerait demain les solutions aux problèmes que nous créons, confiant-e-s, hier et aujourd'hui. Dans la croyance messianique que ce qui est m'est bénéfique en propre sera bénéfique pour toutes. Et puis, le suppot collectif essuiera avec joie et gratitude les plâtres nocifs, inévitables collatéraux du succès individuel, ruisselant, destructeur.

Sauf que non. Max Weber, quand il théorisa au siècle passé le concept de la légitimité d'une domination rationnelle légale, n'avait peut-être pas vu encore le déploiement des conséquences environnementales, l'instrumentalisation cynique de la science et de la loi, quand elles opèrent sans conscience sous la coupe du dieu du commerce ou la férule de la recherche militaire. Peut-être n'avait-il pas non plus mesuré, dans son opposition à Marx, à quel point le capitalisme générerait bien des désirs infinis dans un monde pourtant bien fini. Peut-être ne voulait-il pas penser non plus que la liberté de faire n'importe quoi pouvait entraîner jusqu'à la domination irresponsable des vivants. Du vivant. Jusqu'à actualiser presque le mirage monstrueux de Frankenstein, celui de la maîtrise moderne, croissante, infinie de la vie elle-même. Le capitalisme, et son pilote ultralibéral, sont perçus désormais comme la force hostile qui détruit et qui tue. Cette domination n'a rien de légitime.

VOULOIR VIVRE = VOULOIR LA PAIX ?

En sa réalité systémique, la nature réagit globalement lorsqu'une de ses composantes perturbe un équilibre tout temporaire. Comme un système organique complexe du fini, qui se transforme, incessamment. L'artifice humain agit, l'écosystème réagit. Et se déplace vers un autre équilibre. Un équilibre qui ne se soucie pas de l'agenda des objectifs de profit. Mais, et c'est fondamental, pas non plus de notre envie de vivre, de la temporalité de l'humanité. Rien à cirer. 2023, la guerre augmente partout et nous fait reculer de 20 ans. Ban Ki Moon, ancien secrétaire général de l'ONU, rappelait que les bouleversements climatiques généraient les pires menaces pour la paix et la sécurité. Son successeur, Antonio Guterres, y allait (un peu...) plus fort en septembre 2019 lorsqu'il encourageait les jeunes à désobéir pour exiger des États des mesures radicales. Radicales, non pas démesurées. A la mesure de la radicalité de l'enjeu : la possibilité de la vie. Tout simplement.

BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?



Retrouvez ici la bibliographie et les notes, mais également des rouages complémentaires participant à cette domination.

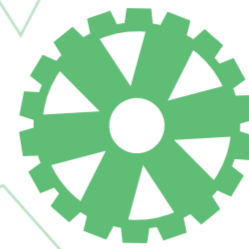
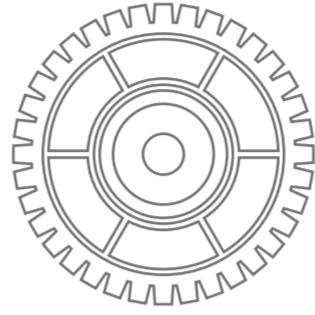
CULPABILISER L'INDIVIDU & DÉPOLITISER. INVERSER.

Que faire ? Dans le contexte individualiste des presque 50 dernières années, l'injonction néolibérale à résoudre le problème pèse sur l'individu. Nous avons toutes appris à trier, réduire, fermer le robinet. Le mythe des petits gestes du colibri dont la somme fera le changement a fait long feu. Ça ne suffira pas. Tout le monde le sait désormais. On ne modifie pas un système complexe – la vie sur terre qui permet la vie humaine – en fractionnant et en isolant ses composantes auxquelles il serait chaque fois possible d'opposer une solution, la somme des solutions résolvant l'équation et rétablissant l'équilibre par magie. Mensonge.

Les pistes du GIEC et de l'IPBES, imaginent des leviers d'échelle, réfléchis par des scientifiques du monde entier, qui s'appuient sur des États soucieux de la chose publique. Ils exigent des lois qui sont communes. L'esprit de domination doit être écarté, l'intérêt personnel, subordonné. L'égalité sans fourberie doit devenir la boussole. Des collectivités fortes doivent redevenir stratégiques, construire une vision commune et s'imposer sur les forces individualistes centrifuges. Rien que ça. Il va donc falloir réapprendre ce que « politique » signifie. Le réinventer. Les actionnaires du capitalisme libéral « ne rendront pas les clés ». Non, c'est une profonde mue philosophique, une hégémonie épistémologique à construire pour inverser le rapport de forces. Alors, peut-être, l'accompagnement sociétal pourra avoir lieu. Il faudra donc créer du commun, réapprendre le lien social, entre « animaux sociaux » qui décident de vivre. Il y a du boulot pour démonter le cliché « en gros : appartements collectifs, alimentation patates et saucisson, voitures grises, moulins à café gris, vêtements gris, murs gris, villes grises. » Les hideux totalitarismes du 20^{ème} siècle sont souvent agités comme de sacrés épouvantails pour inhiber l'audace collective d'initier du changement. Mais là, il n'y a pas beaucoup de choix. Il faudra donc coopérer, créer du commun à 10 milliards, et réduire la frénésie. Il est temps d'envisager Sisyphus heureux. Sobre et joyeux, libre ensemble.

COMBIEN DE PLANÈTES TU BOUFFES ?

Ben, 4 planètes, fieu ! Et un bon tiers. Il faudrait donc 4,3 planètes pour que chaque Terrien-ne-s puisse vivre comme un-e Belge. La Belgique est en cinquième position de gros bedon ! L'empreinte écologique diffère selon les consommations nationales : l'humanité a désormais besoin de 1,75 planète pour assouvir ses besoins, et, toutes choses demeurant égales, elle en aura besoin de deux en 2030. Conséquence ? Le jour du dépassement mondial, l'overshoot day, c'était le 02 août cette année 2023. Cela signifie que nous consommons désormais en sept mois toutes les ressources écologiques que la Terre a la capacité de régénérer en un an. Au-delà, l'humanité vit à crédit et, nécessairement, en conflit pour les ressources. En 1971, il était pourtant encore possible de s'en inquiéter seulement le 29 décembre. Cet indicateur traduit bien le rapport exorbitant d'exploitation que les systèmes humains de production exercent sur l'environnement. Mais il exprime aussi la violence des rapports de domination entre les populations interdépendantes du globe : ce qui permet de vivre dans l'opulence ici est nécessairement puisé ailleurs, chez d'autres.



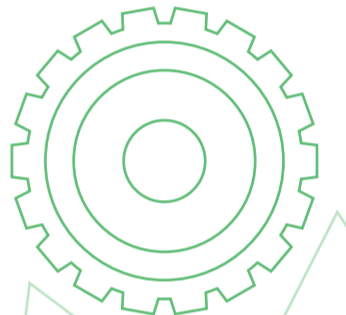
BOUSSILLER TOUTE LIMITE...

« Les mécanismes essentiels à l'équilibre du système Terre sont interconnectés et interdépendants. De fait, les interactions entre les processus sont nombreuses : par exemple, le changement climatique contribue à l'acidification des océans ; la perturbation du cycle de l'eau douce ou le changement d'usage des sols accentuent l'érosion de la biodiversité. Cet aspect systémique est fondamental : pour agir sur une des limites planétaires, il convient d'appréhender les limites de manière globale et transversale. » Ça paraît des arguments d'écologistes agités... Sauf que c'est un réseau tellement irréprochable de scientifiques qui les ont pensés qu'un gouvernement ne peut pas cacher le drame¹. La recherche a montré que la possibilité de la vie reposait sur la relative stabilité de ces 9 critères. Oui, mais voilà, l'anthropocène sera cette ère où la cause des déséquilibres fondamentaux aura bien été le productivisme humain. Sur les 9 limites de soutenabilité, 6 sont déjà dépassées en 2023. Alors, qu'est-ce qu'on attend ? Parce que oui, si on ne sait pas vraiment où on va en essayant, on sait qu'agir sur ces critères renforcent des possibilités de résilience.

- le changement climatique > burn-out
- l'érosion de la biodiversité > burn-out
- la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore > burn-out
- le changement d'usage des sols > burn-out
- le cycle de l'eau douce > burn-out
- l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère > burn-out
- l'acidification des océans ;
- l'appauvrissement de la couche d'ozone ;
- l'augmentation de la présence d'aérosols dans l'atmosphère.

OUSTE, C'EST À MOI !

Autour de 7000 litres d'eau par personne et par jour sont utilisés pour élaborer les produits de consommation vendus en Belgique. Une eau ponctionnée essentiellement là où ces produits sont fabriqués et où elle fait défaut souvent cruellement. Un autre exemple ? Les sociétés industrialisées manquent de terres agricoles pour satisfaire l'offre commerciale mirobolante ? Pas grave ! Grâce à la richesse accumulée, il suffit d'en acheter pas cher chez ceux qui les bradent pour survivre aux « ajustements structurels » qui leur sont imposés par des institutions internationales contraignantes. L'eau et la terre : des populations sont ainsi dépossédées des moyens d'une agriculture vivrière et soumises désormais à la concurrence, la spéculation et l'anomie des marchés mondialisés. Le productivisme, la loi de l'offre en capitalisme néolibéral et les besoins qu'ils créent sont les causes essentielles de l'épuisement et des conflits qu'il génère. Est-il seulement possible de satisfaire des besoins infinis dans un monde fini ? Pour faire rentrer ce carré dans un cercle, il faut nécessairement dominer l'Autre et invisibiliser ses souffrances. Bref, mon Coca et mon uranium, c'est ici. La pollution et l'assèchement des nappes, ça reste là-bas.



LA FAUTE AUX AFRICAIN-E-S, TROP DE BÉBÉS

« Le problème, c'est la démographie et la natalité ! » Mouais. Rumeur persistante ronronnée par l'extrême droite. Selon elle, le problème du climat serait donc la faute des Asiatiques et des Africain-e-s, de leur manie de faire plein d'enfants. La réponse de François à Zemmour :

« Dans une tentative de simplifier la réalité, certains attribuent la responsabilité aux pauvres parce qu'ils ont beaucoup d'enfants, et ils cherchent même à résoudre le problème en mutilant les femmes des pays les moins développés. Comme toujours, il semblerait que ce soit la faute des pauvres. Mais la réalité est qu'un faible pourcentage des plus riches de la planète pollue plus que les 50% plus pauvres de la population mondiale, et que les émissions par habitant des pays les plus riches sont très supérieures à celles des pays les plus pauvres. Comment oublier que l'Afrique, qui abrite plus de la moitié des personnes les plus pauvres de la planète, n'est responsable que d'une infime partie des émissions historiques ? » (Pape François, Laudate Dominum, 9, 2023.)

D'ailleurs, en 2024, le Belge produit 8 tonnes de CO² sur une base annuelle, un Étasunien 15, un Qatarien 37. Un Camerounais 0,04 tonnes. C'est donc les modes de vie qui sont déterminants. Depuis 2020, 2 tiers des richesses tirées de la terre sont captées par 1 % de riches Terrien-ne-s, de façon quasi exponentielle. Et les premiers 10 % d'entre eux sont responsables à eux seuls de plus de 52 % des émissions de CO². Les 4 milliards les plus pauvres ne sont responsables que de 7 % de ces émissions. Tenter de racialisier les causes de nos tourments est l'avatar le plus cynique de la domination occidentaliste. Faudrait quand même pas nous la faire à l'envers...

OUVRIRE DES POSSIBLES

« La désobéissance civile n'est pas notre problème. Notre problème est l'obéissance civile. Les gens obéissent aux diktats de leurs dirigeants [...] et ils oublient la pauvreté, la faim, la guerre et la cruauté. Et pendant qu'on obéit, nous prisonniers pleines de petits voleurs alors que les vrais bandits sont à la tête du pays. L'obéissance est notre problème. » ² Howard Zinn.

Il est temps de désobéir. Bien sûr, c'est en désobéissant à la nature que l'être humain est parvenu à lui échapper, à la contraindre, à la dominer, à l'asservir. Temporairement. Mais une telle puissance ne saurait demeurer captive d'un maître de passage qui s'illusionne qu'il puisse vivre sur Mars, la planète de la guerre. Contre cette culture de la performance qui exige la violence, il est nécessaire de désobéir aux lois des hommes (peut-être ici l'écriture inclusive n'est-elle pas tant nécessaire...) quand elles favorisent le bénéfice à court terme, individuel, égoïste. Désobéir, cultiver la paix entre les humains en cherchant ensemble, au-delà des limites artificielles, à coopérer avec la planète, ses habitant-e-s et ses équilibres qui permettent la vie. Qui se donne d'ailleurs à comprendre grâce à la science éclairée. Qui se donne à autoriser la vie quand on l'écoute, même à neuf milliards, même à dix.

Désobéir aux mécanismes de toutes les dominations ? Oui, c'est difficile : nous avons intériorisé et métabolisé des façons de vivre.

Nous avons naturalisé des garde-fous et légitimé des garde-chiourmes contre des pensées autres. Et, nous toutes, nous paraissions pieds-et-cerveaux liés, conformes, diffus-e-s, confus-e-s. Il s'agit donc bien d'une épreuve de force contre la stable violence des structures existantes. D'une lutte pour la vie contre des institutions mortifères, violemment et solidement établies, qui font système. Mais il s'agit aussi d'un combat radical contre les forces intériorisées de l'habitude, du confort, de la peur.

C'est d'abord dans la vivacité de la pensée et dans la solidarité agissante – politique ! – que nous trouverons l'énergie de vivre encore. Et de construire les lois justes d'un monde viable. Il va falloir ralentir et trouver la joie dans plus de robuste sobriété. Des pistes, il y en a comme l'agroécologie, portée par le Rapporteur spécial au droit à l'alimentation de l'ONU. Une écologie du commun, tenable réellement, passera par la décolonisation de nos conceptions occidentales de la nature et des humains. D'autres voies ? Peut-être comme Gaïa, Alma mater, Pachamama ou Dame Nature. Les damné-e-s de la terre sont bien souvent les justes. C'est souvent avec elleux, ici ou là-bas, que la science et l'expérience de la terre rappellent que la domination est une lubie mortelle. Écoutons et redécouvrons ici et là ces héritages que la domination occidentale n'est pas parvenue à éliminer, grâce à la résistance de leur vérité.

Logiques de dominations

Dominations logiques ?

La CNAPD est une organisation du mouvement de la paix belge. Son équipe et ses associations membres maintiennent une réflexion constante sur la paix et les conditions de sa réalisation.

Or nous constatons que les conflits sont réglés par la violence dans la majorité des cas, aussi bien dans le cadre de nos relations interpersonnelles, où nous avons tendance à vouloir établir des rapports de domination et régler nos différends par la force plutôt que par la négociation, le dialogue ou la coopération, que dans le cadre des relations internationales, où les interventions militaires sont le plus souvent privilégiées comme outil de résolution des conflits, au détriment des moyens diplomatiques.

Si les violences physiques sont relativement faciles à objectiver par rapport aux violences structurelles ou symboliques et sont par conséquent fréquemment analysées et discutées, il nous est apparu que ces dernières, les violences structurelles et symboliques, imputables aux logiques de domination, étaient en revanche largement absentes des considérations pacifistes.

D'où cet outil, « Logiques de domination », dont l'objectif est de mettre en lumière les dominations sociologiques et les violences qu'elles engendrent en tant qu'obstacles au développement d'une culture de paix durable dans nos sociétés.

En vous souhaitant une lecture enrichissante,

L'équipe de la CNAPD

DOMINATION DE CLASSE

DOMINATION PATRIARCALE

DOMINATION PAR LA RACE

DOMINATION DU NÉO-LIBÉRALISME

DOMINATION SUR L'ENVIRONNEMENT

DOMINATIONS & SÉCURITÉ

PERFECTUS ?



Ce jeu de société vous embarque pour un voyage au cœur des rouages de la domination. Une aventure spatiale pour réinventer nos sociétés. Initiateur de réflexions et débats, « Bienvenue sur Perfectus » questionne les dynamiques qui génèrent violences et inégalités. L'objectif ? Élaborer ensemble une réflexion critique sur d'autres manières de faire société, de créer du lien et de construire ensemble une culture de paix.

DOMINATION du néo-libéralisme

Individu-roi, libertés individuelles, réussite personnelle, accumulation matérielle, accomplissement personnel par la consommation, recherche du profit, démocratie de marché, uniformisation, ... nous vivons aujourd'hui le règne de l'individu, de l'individuel et de l'individualisme. La liberté des uns prime sur la liberté de tous. Une liberté qui est avant tout celle d'entreprendre, d'innover, d'investir, de faire fructifier, d'accaparer. L'État, de plus en plus déconnecté de toute idée d'État providence ou de poursuite du bien-être collectif et de l'intérêt général, se dirige vers un instrument au service total de cette liberté débridée de réaliser des ambitions personnelles. Suivant cette vision, la société devrait se résumer à un marché dépourvu d'entraves dans le cadre duquel chaque individu ne serait plus qu'un maillon individuel dépourvu d'individualité, libre d'entreprendre. Chacun-e est ainsi réduit à n'être mû que par la rationalité économique, un individu qui fait ses choix sur la base d'un calcul coût-bénéfice, au détriment d'autres types d'intelligence (émotionnelle, altruiste, intuitive, etc.) et au détriment du collectif. La liberté de chacun-e au détriment de la liberté de tous. Un joyeux marché régi par les règles de la compétition entre tous et toutes. Les plus « méritant-e-s », seul-e-s, sortiront gagnant-e-s.

« En 2023, les 1 % les plus riches détiennent 45,6 % de la richesse mondiale, tandis que la moitié la plus pauvre du monde n'en possède que 0,75 %.¹ »

Et pour ce qui est de l'égalité, on repassera. Les inégalités violentes perdurent, se creusent et engendrent de la violence. Pour faire passer la pilule et légitimer la violence du système, le mythe de l'égalité des chances arrive à point nommé. Selon lui, nous partons toutes avec les mêmes cartes en mains. Et libres à nous de nous hisser en haut de l'échelle sociale réservée aux plus méritant-e-s. Nous serions donc toutes responsables de la place occupée dans la hiérarchie sociale ? Et tant pis pour les pauvres responsables de leur propre misère ? C'est penser sans

les inégalités de conditions (matérielles et biologiques) et, surtout, l'importance des phénomènes de reproduction sociale liée à la transmission du patrimoine, réparti de manière fort inégalitaire (voir fiche « domination de classe »).

Soit. Il faudrait nous faire croire qu'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. Et tant pis pour ceux laissés sur le carreau. Ce serait pour la bonne cause. Car ce système serait le seul capable de préserver la liberté de chacun-e. Le résultat d'une évolution naturelle de nos sociétés. La fin de l'histoire. La dernière et la seule solution après l'échec des tentatives d'organisation(s) sociale(s) précédentes. Ces affirmations sont pourtant loin d'être aussi évidentes. Et le néolibéralisme, plutôt que le résultat d'une évolution naturelle de nos sociétés, repose sur un ensemble de discours, de pratiques et de dispositifs visant à présenter cette évolution comme étant effectivement naturelle et à généraliser son application jusqu'à pouvoir orienter le moindre de nos comportements sociaux et individuels, s'immiscant dans nos sphères les plus intimes. Nous serions ainsi forcé-e-s de nous adapter à tout prix à une système incapable de répondre à nos besoins les plus élémentaires. Toutes contrain-t-e-s de porter des chaussures trop étroites, quitte à nous couper les orteils plutôt que de nous déchausser.²

LA DETTE, L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET LES INSTITUTIONS DE BRETON WOODS

En 1944, à Bretton Woods, un ensemble de pays décident de la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Ces deux institutions sont depuis devenues les piliers de la mondialisation néolibérale. Dès sa création, la Banque mondiale finance les puissances coloniales. Dans les années 1950 et 1960, alors que de nombreux pays colonisés obtiennent leur indépendance, elle organise le transfert des dettes contractées par les métropoles aux anciennes colonies. Des dettes qui vont peser lourd sur le développement de ces pays. Dans les années 1980, plusieurs d'entre eux se trouvent au bord du défaut de paiement. Ils se tournent alors vers le FMI qui conditionne son « aide » à l'adoption de « plans d'ajustements structurels » : privatisations massives, priorité aux exportations, coupes budgétaires drastiques, ... Loin de les aider à se relever, ces plans contribuent à maintenir les États anciennement colonisés en situation de dépendance et alimentent le mécanisme de la dette. Suite à la crise financière de 2008, ces mêmes mesures seront appliquées aux États européens en difficulté.¹⁰

« We made that devil's bargain on rice and it wasn't the right thing to do. We should have continued to work to help them be self-sufficient in agriculture. » - Bill Clinton en 2010 à propos des plans d'ajustements imposés à Haïti qui incluaient la libéralisation du commerce et la réduction des tarifs douaniers qui protégeaient la production agricole, y compris celle du riz.

LE NÉOLIBÉRALISME. UNE CONSTRUCTION HISTORIQUE DEVENUE ORDRE NATUREL

Les politiques néolibérales d'aujourd'hui ont une histoire. Fruit d'un courant de pensée diversifié, elles ont été pensées, élaborées, conceptualisées pour ensuite être mises en pratique. À la fin des années 1930, le colloque Walter-Lippman, réunissant nombre d'économistes et d'intellectuels pour réfléchir sur l'avenir du libéralisme, est souvent considéré comme la date de naissance du néolibéralisme. Des penseurs tels que Friedrich Hayek ou Milton Friedman (de l'École de Chicago) s'y sont faits connaître. Ils sont les représentants d'un courant du libéralisme qui veut pousser les logiques individualistes et anti-étatiques à leur extrême. Ce courant philosophique s'appelle le libertarianisme. Leurs théories philosophico-économiques seront ensuite appliquées, non sans quelques approximations et contradictions, par des représentant-e-s politiques telles que Margaret Thatcher ou Ronald Reagan. Un système de pensée auquel on se réfère souvent sous le vocable de « consensus de Washington ».

Ce néolibéralisme vient confronter de manière frontale la conception dominante du capitalisme d'alors (le capitalisme d'État). Il va aussi progressivement battre en brèche la conception des affaires publiques autour de l'État-providence qui sera encore dominant quelques décennies après la Seconde Guerre mondiale. Mais qui essuiera les assauts systématiques du néolibéralisme.

Deux versions du néolibéralisme dominent aujourd'hui. Grossièrement, on peut identifier la version anglo-saxonne et la version allemande (et donc européenne). Cette dernière s'appelle l'ordolibéralisme. Comme les adeptes anglo-saxons du « laisser-faire », les ordolibéraux refusent que l'État fausse le jeu du marché. Mais, contrairement à eux, ils estiment que la libre concurrence ne se développe pas spontanément. L'État doit l'organiser. Il doit édifier le cadre juridique, technique, social, moral, culturel du marché. Et faire respecter les règles. C'est l'« ordopolitique ». Le politique au service total du marché.

LE NOVLANGUE ÉCONOMIQUE

Nommer, c'est délimiter le champ du réel et des possibles. C'est permettre de penser ou non le changement et l'émancipation. C'est masquer ou dévoiler les rapports de force. Le choix des mots donne d'importantes indications sur notre société et la façon dont nous la percevons, tout comme ce choix peut servir à masquer la violence de certaines réalités ou limiter la pensée critique et complexe. Par exemple, les termes « exploité-e-s » ou « défavorisé-e-s » sont souvent utilisés pour désigner les mêmes personnes. Pourtant, ils ne décrivent pas les mêmes réalités. Du choix de l'un ou l'autre découle une interprétation toute différente, entre victimes d'un système d'exploitation capitaliste ou simples malchanceux. D'autres exemples ? Chômeur-euse vs travailleur-euse-s sans emploi. Action sociale vs aide sociale. Revenu minimum d'existence vs revenu d'intégration sociale. Allocations sociales vs charges sociales. La récession se transforme en « croissance négative », l'austérité, un « plan de relance » et les licenciements sont désormais des « restructurations ».

L'ÉGALITÉ ASSURÉE PAR LA RÉCOMPENSE DE L'EFFORT INDIVIDUEL

L'égalité des chances repose sur le postulat que chaque personne disposerait des mêmes chances de réussite à la naissance. L'égalité serait ainsi assurée par la garantie d'une juste compétition entre les personnes. Loin de ce modèle idyllique, les possibilités de réussite et d'évolution dans la société sont fortement dépendantes, entre autres de l'héritage, et donc de l'accès à un patrimoine ou non, du genre et de la race sociale. De surcroît, l'idée d'une compétition équitable entre les personnes est tributaire d'une certaine vision de la société, elle-même questionnable. Ce système de méritocratie permet de produire et reproduire des inégalités « justes », méritées par les vaincu-e-s et les vainqueures. Plus besoin de défense collective des perdant-e-s du système. Chacun-e est maître de son propre devenir.

DES TRAITÉS À LA PELLE... POUR UNE EXPANSION À MARCHÉ FORCÉE

TTIP, CETA, JEFTA, ALENA, ... des acronymes énigmatiques qui désignent les traités de libre-échange. Une toile d'araignée qui, petit à petit, piège les États les plus réticents et les force à entrer de plain-pied dans le système néolibéral. Ces traités, conclus entre les États, visent à favoriser le commerce international en diminuant les barrières douanières et en diminuant au maximum les réglementations nationales (sanitaires, sécuritaires, etc) constituant des freins aux échanges. Certains de ces accords contiennent également des dispositions pour la mise en place de tribunaux d'arbitrage devant lesquels des multinationales auront la possibilité d'attaquer des États. Une étape supplémentaire dans l'assujettissement des États et des collectivités humaines aux logiques du marché libre.

DES TRAVAILLEUSES LIBRES POUR UN MARCHÉ LIBRE ?

Délocalisations d'entreprises, généralisation des contrats d'interim, flexibilisation des salaires et du temps de travail, ... Le « marché du travail » doit s'adapter aux exigences de la liberté économique. Une adaptation justifiée comme moyen de lutte contre le chômage. Ainsi, l'OCDE⁹ défend une plus grande flexibilité du travail afin de stimuler l'économie et d'améliorer la compétitivité des entreprises, qui devraient à leur tour créer plus d'emplois. Pourtant, loin d'augmenter le niveau de vie des travailleuses, de telles mesures les poussent toujours un peu plus dans la précarité. Licenciements violents. Pressions pour travailler plus, en gagnant souvent moins. Compétition entre les travailleuses sous la menace du chômage galopant. Cette flexibilité toujours plus grande s'accompagne de la marginalisation progressive des structures collectives d'organisation et de défense des travailleuses. Le « syndicat bashing » participe de ce processus. Les syndicats, dont la mission est la défense collective des travailleuses, sont assimilés à des structures inutiles, déconnectées des véritables enjeux, qui passent leur temps à faire grève en empêchant les braves gens de travailler. Ce double processus, flexibilité et disparition progressive des structures de défense collective, participe à un isolement toujours plus grand des travailleuses et à les rendre progressivement responsables de leur propre misère sociale.

BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?



Retrouvez ici la bibliographie et les notes, mais également des rouages complémentaires participant à cette domination.

MEILLEUR REMPART CONTRE LE TOTALITARISME ?

Le néolibéralisme serait la seule doctrine capable de protéger les principes démocratiques contre tout interventionnisme étatique potentiellement liberticide. Un retour historique sur le processus d'essais et d'erreurs des différents modes d'organisation politique et économique accrédi-terait cette thèse d'une sélection naturelle des sociétés de marché, au détriment de systèmes plus planifiés. Pourtant, dès 1938 et le Colloque Walter-Lippmann (événement lors duquel furent jetées les bases de ce nouveau libéralisme), le néolibéralisme est profondément anti-démocratique et s'est construit en opposition à la souveraineté populaire conçue comme porteuse du danger totalitaire. La démocratie, en tant que transfert au peuple du pouvoir de définir les orientations de son organisation sociale, est assimilée à une dictature des masses qui conduirait à faire primer l'intérêt collectif sur la défense des libertés individuelles, conçues comme supérieures. Dans sa dimension politique, le néolibéralisme vise ainsi à construire les conditions d'un système où le pouvoir des masses est limité, encadré, afin de préserver les libertés individuelles par l'intermédiaire de la mise en place d'un cadre indiscutable, celui des règles du marché libre, réduisant le champ de la discussion politique.

OUVRIR DES POSSIBLES

There is no alternative ! Austérité budgétaire, réduction des dépenses publiques, privatisations, libéralisation des marchés, compétitivité, dérégulation, ... Au Nord comme au Sud, à l'Ouest comme à l'Est, les mêmes recettes du capitalisme néolibéral s'appliquent partout. Au départ, le néolibéralisme n'est pourtant rien d'autre qu'une utopie parmi d'autres. Une utopie d'un marché libre. Une utopie de l'individu-roi. Un programme politique spécifique petit à petit imposé comme la seule description scientifique du réel. Un retournement opéré par le truchement de discours, de pratiques et d'institutions qui ont servi à légitimer et imposer un modèle spécifique d'atomisation des personnes comme la seule réalité possible. Une évolution dont le corollaire est la destruction progressive des structures collectives, véritables obstacles à la réalisation de ce libre marché tant rêvé et pourtant seules garantes des conditions de réalisation de notre sécurité humaine.

Si le néolibéralisme n'est finalement qu'un modèle spécifique, pensé et construit pour être ensuite appliqué politiquement, et non pas une évolution naturelle de nos sociétés, c'est que la fameuse maxime « There is no alternative ! » (TINA) est fautive. Ce modèle est le résultat de choix politiques. Il existe donc d'autres options, d'autres réalités, d'autres possibles, d'autres mondes à désirer, penser, construire. Ces autres possibles ont déjà été pensés et théorisés, et continuent de l'être. Cela fait longtemps que Pierre Kropotkine a démontré comment l'évolution humaine résulte de l'entraide entre toutes plutôt que d'une compétition permanente. Dans le même sillage, les penseuses anarchistes ont d'ailleurs bien expliqué comment la liberté, loin de la vision individualisante du néolibéralisme, doit pouvoir aussi s'approprier et se réaliser dans sa dimension collective et interactionnelle. Nous ne pouvons être libres qu'ensemble, et dans l'agir collectif.

Ces autres mondes sont loin de se limiter à la théorie. Ils prennent vie, hier et aujourd'hui, à l'échelle locale ou régionale, dans différents endroits du monde. Ils constituent donc un horizon complètement atteignable de retour au collectif capable d'assurer nos besoins essentiels et d'assurer les conditions d'une culture de paix.

Logiques de dominations

Dominations logiques ?

La CNAPD est une organisation du mouvement de la paix belge. Son équipe et ses associations membres maintiennent une réflexion constante sur la paix et les conditions de sa réalisation.

Or nous constatons que les conflits sont réglés par la violence dans la majorité des cas, aussi bien dans le cadre de nos relations interpersonnelles, où nous avons tendance à vouloir établir des rapports de domination et régler nos différends par la force plutôt que par la négociation, le dialogue ou la coopération, que dans le cadre des relations internationales, où les interventions militaires sont le plus souvent privilégiées comme outil de résolution des conflits, au détriment des moyens diplomatiques.

Si les violences physiques sont relativement faciles à objectiver par rapport aux violences structurelles ou symboliques et sont par conséquent fréquemment analysées et discutées, il nous est apparu que ces dernières, les violences structurelles et symboliques, imputables aux logiques de domination, étaient en revanche largement absentes des considérations pacifistes.

D'où cet outil, « Logiques de domination », dont l'objectif est de mettre en lumière les dominations sociologiques et les violences qu'elles engendrent en tant qu'obstacles au développement d'une culture de paix durable dans nos sociétés.

En vous souhaitant une lecture enrichissante,

L'équipe de la CNAPD

DOMINATION DE CLASSE

DOMINATION PATRIARCALE

DOMINATION PAR LA RACE

DOMINATION DU NÉO-LIBÉRALISME

DOMINATION SUR L'ENVIRONNEMENT

DOMINATIONS & SÉCURITÉ

PERFECTUS ?



Ce jeu de société vous embarque pour un voyage au cœur des rouages de la domination. Une aventure spatiale pour réinventer nos sociétés. Initiateur de réflexions et débats, « Bienvenue sur Perfectus » questionne les dynamiques qui génèrent violences et inégalités. L'objectif ? Élaborer ensemble une réflexion critique sur d'autres manières de faire société, de créer du lien et de construire ensemble une culture de paix.

DOMINATIONS & sécurité

Pourquoi la Belgique dispose-t-elle de bombes nucléaires sur son sol ? Pourquoi les États-Unis ont-ils près de 500 bases militaires à travers le monde ? Pourquoi la Chine assure-t-elle une présence maritime depuis ses côtes jusqu'au Golfe d'Aden ? Pourquoi certains États interviennent militairement à certains endroits pour « protéger » les populations et pourquoi pas à d'autres où les populations ont tout autant besoin d'être « protégées » ?

D'un point de vue belge, la présence internationale des États « occidentaux » est le plus souvent présentée dans des objectifs de « maintien de la paix et de la sécurité » tandis que celle de nos « ennemis » est pointée comme déstabilisatrice et insécurisante (voir la fiche « domination par la race »). La présence militaire internationale participe pourtant toujours, à un degré ou à un autre, de la même logique : le déploiement d'un dispositif sécuritaire et militaire afin d'élargir le plus possible la capacité d'action et la marge de manœuvre de chaque État. Comme dirait le célèbre géopolitologue allemand Clausewitz : « la guerre n'est que le prolongement de la politique par d'autres moyens ». La menace de guerre aussi. Cette militarisation accompagne, depuis plusieurs décennies, la mondialisation des échanges et des flux, l'internationalisation d'un système économique concurrentiel et conflictuel : le capitalisme néolibéral (voir fiche « domination du néo-libéralisme »).

Au tournant des années 1980, le dogme des relations internationales (l'approche néoréaliste ou structuro-réaliste) repose sur l'idée que le système international se définit avant tout comme un ordre social et politique singulier, marqué par « la guerre de tous contre tous », du fait qu'il n'existe pas d'institutions supérieures aux États capables d'assurer la paix et la stabilité en appliquant le droit international de manière systématique. De ce fait, les États sont amenés à assurer leur sécurité par eux-mêmes, en accumulant les ressources matérielles de la puissance, parfois via la formation d'alliances (comme l'OTAN). La dissuasion par l'accumulation des ressources matérielles de la puissance. Toutefois, lorsqu'un pays ou une alliance militaire accumule les moyens lui

LA « LUTTE CONTRE LE TERRORISME », LIBERTICIDE ET DÉMOCRATICIDE

Une surenchère sécuritaire s'organise à chaque expression de violence politique, particulièrement après un attentat terroriste dit « islamiste ».

La lutte contre le terrorisme à l'intérieur des pays européens et américains présente deux tendances lourdes : un élargissement continu des prérogatives du pouvoir exécutif au détriment des pouvoirs judiciaire et législatif (ce qu'on peut qualifier de « tendance autoritaire ») ainsi qu'une attaque continue contre les droits humains.

La sécurité et la liberté sont présentées comme deux vases communicants : si l'on veut plus de l'un, il faut abandonner un peu de l'autre. Partant de ce principe, les gouvernements ne pourraient combattre efficacement la menace terroriste que s'ils créent un nouveau cadre juridique établissant un nouvel équilibre entre ces deux valeurs. L'une étant subordonnée à l'autre. La sécurité devient la « condition d'exercice » de la liberté.

Tout un système de pratiques d'exception se met en place qui deviennent progressivement la norme, une pratique d'exception venant s'ajouter systématiquement à la précédente. Les attentats dit « djihadiste » et leur spectacularisation laissent les citoyen-ne-s désemparé-e-s, conduisant ainsi vers une inhibition de leur attention et de leur vigilance par rapport aux attaques que ces mesures exceptionnelles, finalement très peu « efficaces », exercent sur la démocratie et sur l'État de droit.

En outre, cette frénésie législative aggrave les tensions et participe aux effets qu'elle cherche justement à combattre. Comme le rappelle le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations Unies : « Les mesures de lutte contre le terrorisme qui ne respectent pas pleinement les droits de l'homme et l'état de droit contribuent à la radicalisation et sont de nature à alimenter la mobilisation des combattants étrangers ».⁵

Sans compter les effets que ces législations ont déjà sur les citoyen-ne-s qui n'ont « rien à se reprocher » : surveillance et fichage généralisés, rétrécissement des possibilités d'expression citoyenne, criminalisation des mouvements sociaux, etc.

À QUOI SERT L'ARMÉE ?

Dans l'onglet « À propos de la défense » sur le site de l'armée belge, on peut lire cette unique explication de la raison d'être des missions des militaires belges à l'étranger : « Une seule mission, mais l'une des plus complexes qui soient. Protéger votre avenir »⁷. C'est beau. Mais est-ce bien cela qui est véhiculé dans le discours médiatico-politique quand il s'agit de parler de la présence militaire belge et de l'OTAN dans le monde ? Non.

De quel « avenir » s'agit-il ?

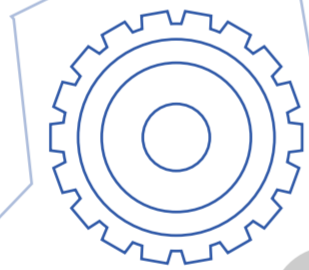
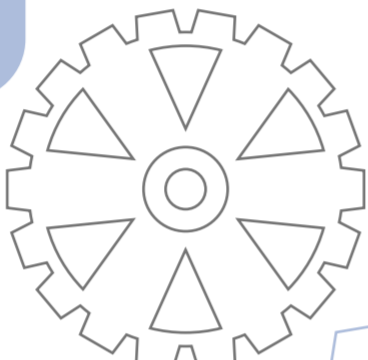
Les vidéos de la campagne de recrutement de l'armée belge, « Notre mission, votre futur » sont éloquentes sur « l'avenir » dont il est question. Prenons par exemple la vidéo faite par la composante marine⁸ qui débute comme ceci : « Nous sommes la composante Marine. Notre mission, surveiller et protéger les voies de navigation. Ainsi, nous garantissons votre sécurité et protégeons notre prospérité 24h sur 24, 7 jours sur 7. [...] Nos navires et leurs équipages surveillent notre zone économique exclusive, aussi appelée notre 11^e Province. Nous avons ainsi un impact majeur et direct sur la vie quotidienne en Belgique, car 90% des biens de consommation arrivent jusqu'à nous par la mer ».

Prospérité. Le mot est posé. Voilà la raison d'être principale de l'armée belge et de l'OTAN dans le monde : garantir notre « prospérité » (l'OTAN parle aussi de « prospérité et mode de vie »). Elle se retrouve dans tous les documents stratégiques de la Belgique et de l'OTAN. Mais jamais dans le débat public et citoyen. C'est ainsi que dans le « Plan STAR », document politique central qui encadre l'armée belge jusqu'à 2030, le premier sous-titre du premier chapitre de la première partie s'intitule « La stabilité et la prospérité économiques ». Le troisième sous-titre porte sur un sujet directement lié : « L'accès aux ressources et l'énergie ». On apprend donc que : « Notre développement économique et notre prospérité dépendent de notre environnement direct et de notre capacité à opérer dans un contexte prévisible », que « l'architecture économique et commerciale ouverte et mondialisée de la Belgique rend le pays vulnérable à ces politiques » (les politiques économiques d'autres grandes puissances (ndlr), ou encore que « Notre prospérité économique, de même que notre développement technologique et numérique, dépendent fortement de l'accès aux ressources »⁹.

« SI TU VEUX LA PAIX, PRÉPARE LA GUERRE ». NON-SENS TENACE.

permettant d'augmenter sa propre sécurité, elle diminue mécaniquement la sécurité de tous ses voisins : c'est ce que l'on appelle le dilemme de la sécurité. Accumuler de la puissance pour dissuader toute agression potentielle, entraîne donc des contre-mesures chez les autres, avec pour résultat qu'un supplément de puissance n'augmente pas systématiquement la sécurité, et peut même s'avérer contre-productif. Par conséquent, l'incertitude quant aux intentions de la partie rivale se renforce, et un contexte d'insécurité générale s'ensuit, alors même que l'objectif recherché était celui de la sécurité. Un cercle vicieux.

Depuis septembre 2001, une « nouvelle » catégorie d'ennemi a émergé dans le débat public : le terrorisme dit « djihadiste ». Contrairement aux États, ce nouvel ennemi est diffus, disparate, protéiforme, mondialisé. Il est tant externe, qu'interne : s'il cautionne de plus en plus le déploiement tous azimuts des puissances étatiques, il prolonge également la logique, les méthodes et le vocabulaire de la guerre à l'intérieur de nos frontières : fabrication d'un ennemi culturellement identifié (voir la fiche « domination par la race »), déploiement des militaires dans l'espace public, criminalisation accrue de la migration, multiplication des politiques intrusives et répressives, délitement des normes, érosion de l'État de droit et de la démocratie. Pourtant, cette domination sécuritaire de plus en plus manifeste, qui tend progressivement vers l'arbitraire, ne paraît pas en mesure d'atteindre les objectifs qu'elle s'assigne.



BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?



Retrouvez ici la bibliographie et les notes, mais également des rouages complémentaires participant à cette domination.

LE PANOPTISME. DE L'ARCHITECTURE DES PRISONS AU CONTRÔLE DE NOS SOCIÉTÉS

Le panoptique est un type d'architecture carcérale conceptualisé par le philosophe Jeremy Bentham où la structure particulière de la prison permet à un gardien perché dans une tour centrale d'observer tou-te-s les prisonnier-e-s sans que ceux-ci puissent savoir s'ils sont réellement surveillé-e-s ou pas. Bentham trouve son inspiration de plans d'usines permettant une surveillance et une coordination d'un grand nombre de travailleur-se-s. Dès le départ, le philosophe souligne les potentialités sociétales de cette trouvaille architecturale : « La morale réformée, la santé préservée, l'industrie revigorée, l'instruction diffusée, les charges publiques allégées, l'économie fortifiée — le noeud gordien des lois sur les pauvres non pas tranché, mais dénoué — tout cela par une simple idée architecturale » (J. Bentham, Le Panoptique, 1780).

Dans *Surveiller et Punir* (1975), le philosophe Michel Foucault consacre un chapitre au panoptique, qu'il présente comme l'archétype des « institutions disciplinaires » (l'école, l'usine, l'entreprise, l'armée, l'hôpital, etc, qui génèrent les coutumes, habitudes et pratiques de nos sociétés). Tous ces « milieux d'enfermement » par lesquels les individus passent et restent sous contrôle.

Constatant la crise existentielle que traversent ces structures collectives que sont les institutions disciplinaires, le philosophe Gilles Deleuze prolongera l'intérêt pour le panoptique en insistant davantage sur l'image abstraite de cette technique qui vise non plus à « voir sans être vu » mais bien à « imposer une conduite quelconque à une multiplicité humaine quelconque »¹.

Deleuze décrit donc notre entrée dans des « sociétés de contrôle » [...] où « Nous n'avons plus besoin, ou plutôt ceux qui veillent à notre bien n'ont plus besoin ou n'auront plus besoin de milieu d'enfermement. »

Le concept de « société de contrôle » est repris par Antonio Negri et Michael Hardt dans leur essai *Empire* (2000) où ils poursuivent l'analyse de Deleuze et définissent la « société de contrôle » comme un monde où la domination capitaliste devient totalement diffuse au sein des relations sociales, parce qu'elle est d'abord intégrée par les personnes contrôlées elles-mêmes. En effet, ce nouveau

type d'organisation de nos sociétés, qui s'appuie sur le développement des technologies de l'information et de la communication, semble garantir une plus grande marge de manœuvre aux individus, des espaces-temps plus ouverts et flexibles, une plus grande liberté de mouvement, etc. En apparence, seulement. Car, contrairement aux dispositifs disciplinaires, qui procèdent par l'imposition et la concentration des corps, le mouvement et la liberté de circulation sont les conditions nécessaires à l'exercice du pouvoir dans la société de contrôle qui opère par « contrôle continu de tous les aspects de l'existence » et par « communication instantanée ».

On peut alors comprendre pourquoi Deleuze soutient que « l'information, c'est la société de contrôle ». « On pourrait dire que la communication, c'est la transmission et la propagation d'une information. Or, une information, c'est quoi ? Une information, c'est un ensemble de mots d'ordre. Quand on vous informe, on vous dit ce que vous êtes censé croire. [...] On nous communique de l'information [...] On ne nous demande pas de croire, on nous demande de nous comporter comme si l'on croyait. C'est cela l'information, la communication — et indépendamment de ces mots d'ordre et de la transmission de ces mots d'ordre, il n'y a pas de communication, il n'y a pas d'information. »²

Une des conséquences majeures du passage de la société disciplinaire à la société de contrôle, c'est la disparition des individus constitués en « corps », la disparition progressive des identités collectives. L'usine, parallèlement à l'organisation de la force de travail qu'elle permettait, induisait l'organisation de forces collectives de résistance (les syndicats, par exemple). Sous le régime du contrôle, « l'entreprise ne cesse d'introduire une rivalité inexpiable comme saine émulation, excellente motivation qui oppose les individus entre eux et traverse chacun, le divisant en lui-même ». Nous ne sommes plus des individus, mais des « dividuals ». Les appartenances collectives se dissolvent et chacun-e se retrouve isolé-e. Multitude efficace d'individus atomisés.

Loin d'opprimer la liberté individuels et le désir, la reproduction du système capitaliste se réalise avec l'accomplissement des subjectivités par la consommation. La pluralité de points de vue, de modes de vie, des croyances peut parfaitement s'accomplir dans ce nouveau cadre. L'hétérogénéité n'est plus une menace. Elle devient un branding, une opportunité pour de nouveaux marchés. Elle suscite la création de nouveaux besoins.

CAMÉRAS DE SURVEILLANCE : DIS-MOI COMMENT TU REGARDES, JE TE DIRAI QUI TU ES.

La volonté de mettre en place un système de surveillance par vidéo s'est implantée et développée à partir des années 1990 dans les grandes villes. Nous assistons depuis à une multiplication des caméras pour « sécuriser l'espace public ». Cependant les études qui se succèdent soulignent que le système de caméras de surveillance a très peu d'impact sur la prévention et la résolution des crimes. Un nombre plus élevé de caméras ne prouve pas une diminution du taux de criminalité. Pourquoi, dès lors, continuer dans ce sens ? En Belgique, une étude de 2016 met en exergue la répartition des caméras de vidéosurveillance dans la ville de Bruxelles. D'après cette étude, « l'analyse géographique [confirme que] les plus hautes concentrations de caméras se trouvent dans les quartiers populaires de Bruxelles, là où la pauvreté ou le chômage sont les plus prégnants, là où les populations les plus jeunes et issues de l'immigration sont les plus nombreuses »³. Cette conclusion renvoie à celles du chercheur Fabien Jobard au CNRS selon lequel la réalité vécue par la police, entretenue par les politiques, descend d'une longue préoccupation historique de catégorisation de la population : d'abord le/la pauvre, ensuite l'étranger-e, et l'immigré-e qu'il faut surveiller et contrôler. Ces études démontrent la perpétuation de la stigmatisation de toute une population et des habitant-e-s des quartiers concernés par cette surveillance et contrôle accrus. Une stigmatisation qui entraîne des tensions et du ressentiment.

DANS L'OTAN, 2% DU PIB DES MEMBRES POUR LES DÉPENSES MILITAIRES

Lors du sommet de l'OTAN à Newport au Pays de Galles en 2014, la Belgique et les autres États membres de l'OTAN se sont engagés à consacrer 2% de leur PIB à la « défense ». 20% de ce budget devant obligatoirement être consacrés à des achats de matériel militaire. À ce moment, la Belgique était empêtrée dans sa plus longue crise politique. Le gouvernement d'Elio Di Rupo n'avait aucune légitimité démocratique tant il était en affaires courantes lorsqu'il a engagé son pays dans cette augmentation farineuse du budget militaire national (lors du sommet de Newport, la Belgique consacrait moins d'1% de son PIB à la défense nationale). Cet engagement a été suivi par le gouvernement de Charles Michel dans les mois qui ont suivi. Celui-ci a en effet conclu des contrats d'achats militaires pour un montant total de 9,2 milliards d'euros ! (34 avions de combat F35, 6 navires, 2 chasseurs de mine, des centaines de véhicules blindés légers, des drones de reconnaissance et de combat, etc.). En juin 2022, alors que le pays sort exsangue de la crise sanitaire liée au Covid-19 et que la crise énergétique s'annonce déjà catastrophique pour la population, l'invasion russe de l'Ukraine sert de justification au plan STAR de la Ministre Dedonder. Ce plan entend prolonger l'engagement pris par la Belgique lors du Sommet de 2014. Il vise à baliser l'accroissement du budget de la défense à l'horizon 2030 à 1,54% du PIB. Le budget 2022 est alors établi à 4,2 milliards d'euros et croîtra vers 6,9 milliards d'euros d'ici 2030. De nouveaux investissements sont également prévus à hauteur de... 10,2 milliards d'euros, qui viennent donc s'ajouter aux 9,2 milliards déjà engagés par le gouvernement Michel en 2016.

Rappelons à titre de comparaison que plus de 2 millions de Belges, soit près d'un belge sur cinq (18,7%), courent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, que 13,2% des Belges vivent dans un ménage dont le revenu total disponible est inférieur au seuil de pauvreté ou encore que plus d'un-e Belge sur 20 (5,8%) souffre de privation matérielle et sociale sévère⁶. Quand on sait que la pauvreté est la première cause de la violence, l'augmentation farineuse des dépenses militaires et le déniement de la lutte contre la pauvreté, c'est comme le serpent qui se mord la queue.

OUVRIRE DES POSSIBLES

Le sécuritarisme et le militarisme ne résolvent rien des enjeux qu'ils entendent officiellement combattre. Pourtant, on leur sacrifie nos droits et libertés, souvent avec le consentement du plus grand nombre. Ce faisant, l'arsenal répressif quadrille de plus en plus la société et rend progressivement toute contestation sociale périlleuse. Et parmi les citoyen-ne-s « qui n'ont rien à se reprocher », la défiance devient la norme, le contrôle est intériorisé. Nos sociétés s'atomisent.

Bien sûr, la « sécurité » est une nécessité, un droit absolu. La poursuivre est un devoir. Mais qu'est-ce que la sécurité ? Implicitement, dès que le terme « sécurité » est soulevé dans le débat public, on pense aux armes, à la surveillance, au fichage. Une autre approche de la sécurité propose de questionner les causes de la violence. De les expliquer pour mieux les surmonter, en évitant autant que possible le développement exponentiel de l'appareil sécuritaire qui

oublie ces causes pour ne travailler que sur les conséquences de la violence. Cette approche s'appelle la « sécurité humaine ».

Travailler à la paix, c'est lutter contre les inégalités structurelles et les rapports de domination. On ne peut vouloir la paix sans comprendre ce qui, structurellement, permet la guerre. Nos sociétés sont structurées par des mécanismes et des rapports de domination qui nourrissent le ressentiment et facilitent l'expression de la violence.

Notre système de développement, le capitalisme néolibéral mondialisé, fournit le cadre de ces rapports structurels de domination (même si ces rapports ne se résument pas au capitalisme). Le capitalisme — et tous les systèmes de développement basés sur le productivisme et l'extractivisme — qui est fondé sur une contradiction fondamentale, indépassable, elle-même vectrice de tensions et de conflictualité : l'infinitude des besoins et de la croissance dans la finitude du monde.

Logiques de dominations

Dominations logiques ?

La CNAPD est une organisation du mouvement de la paix belge. Son équipe et ses associations membres maintiennent une réflexion constante sur la paix et les conditions de sa réalisation.

Or nous constatons que les conflits sont réglés par la violence dans la majorité des cas, aussi bien dans le cadre de nos relations interpersonnelles, où nous avons tendance à vouloir établir des rapports de domination et régler nos différends par la force plutôt que par la négociation, le dialogue ou la coopération, que dans le cadre des relations internationales, où les interventions militaires sont le plus souvent privilégiées comme outil de résolution des conflits, au détriment des moyens diplomatiques.

Si les violences physiques sont relativement faciles à objectiver par rapport aux violences structurelles ou symboliques et sont par conséquent fréquemment analysées et discutées, il nous est apparu que ces dernières, les violences structurelles et symboliques, imputables aux logiques de domination, étaient en revanche largement absentes des considérations pacifistes.

D'où cet outil, « Logiques de domination », dont l'objectif est de mettre en lumière les dominations sociologiques et les violences qu'elles engendrent en tant qu'obstacles au développement d'une culture de paix durable dans nos sociétés.

En vous souhaitant une lecture enrichissante,

L'équipe de la CNAPD

DOMINATION DE CLASSE

DOMINATION PATRIARCALE

DOMINATION PAR LA RACE

DOMINATION DU NÉO-LIBÉRALISME

DOMINATIONS & SÉCURITÉ

DOMINATION SUR L'ENVIRONNEMENT

PERFECTUS ?



Ce jeu de société vous embarque pour un voyage au cœur des rouages de la domination. Une aventure spatiale pour réinventer nos sociétés. Initiateur de réflexions et débats, « Bienvenue sur Perfectus » questionne les dynamiques qui génèrent violences et inégalités. L'objectif ? Élaborer ensemble une réflexion critique sur d'autres manières de faire société, de créer du lien et de construire ensemble une culture de paix.